

VINGT AN
d'Afrique

APRÈS LA CRISE DE SUEZ

La pénétration de l'influence américaine

Par ROBERT BIEL

QUAND survint la crise de Suez en 1956, les relations internationales étaient en pleine mutation. Elle servit de révélateur au conflit qui opposait alors certaines réalités africaines de la politique internationale à des réalités tendancielles, et dès ce moment-là, les caractéristiques fondamentales de la période contemporaine commencent à se dessiner en pleine lumière.

Le canal avait été construit au prix du labeur du peuple égyptien, dont il traversait le territoire, sans que les populations locales n'aient pu en tirer aucun avantage. Les nationalisations en 1956 ne firent que remettre les choses en ordre. Mais, du même coup, elle souleva un problème d'ordre général : celui du nationalisme d'un pays, même s'il s'agit de l'Égypte, dans le monde des entreprises internationales. A cet égard, l'histoire d'Égypte apparaît à l'avant-garde d'une offensive qui allait traverser le tiers-monde à reproduire la possession de la maîtrise de son destin. Cependant, d'autres problèmes étaient en jeu à l'arrière-plan : l'importance stratégique du canal, et celle de l'Égypte elle-même.

La nationalisation devait se heurter à l'opposition des puissances occidentales. Pour réaffirmer le régime international du canal, celui-ci avait été établi par le convention de Constantinople (1863), dont les conférences se réunirent en 1902 et en 1904, et l'on tenta de créer une « Association des usagers du canal de Suez ». L'Égypte

refusa de céder à cette pression, montrant qu'elle était capable d'administrer elle-même le canal. A cette occasion, les pays arabes renforcèrent leur solidarité.

Quand la France et la Grande-Bretagne décidèrent d'attaquer l'Égypte, elles avaient tendance à assimiler un rôle de plus en plus grand (conférence de 1914) : elles s'entendirent secrètement pour qu'elles ne cherchent pas à intervenir, ce qui les autorisait à intervenir pour « protéger les intérêts ». Ce traité, qui fut signé à Londres, des États-Unis, échoua devant la résistance des puissances arabes. Les deux Grands, déçus, d'un côté, ne le préjudice à une lutte bien plus acharnée dans la région : d'autres puissances se sentaient menacées, et elles s'intervinrent avec plus de succès.

Déjà, la fin du siècle dernier, la politique de puissance reposait à la fois sur la nation de monopole et sur celle de compétition, ce qui engendrait des situations conflictuelles. On voit l'échec des sphères d'influence mondiales, à partir desquelles les puissances se partageaient le monde. Les États-Unis se partageaient le monde de la politique mondiale. Les puissances puissantes parvenues à certains arrangements impliquant des concessions qui leur donnaient une place à l'arrière-plan de leurs influences. Mais, tout cela, les puissances ne le firent qu'en détruisant les populations des régions placées sous leur domination.

Le gouvernement égyptien souhaitait obtenir des armes pour se défendre contre Israël. Les États-Unis, de leur côté, voulaient éviter de créer une situation problématique au cas où des armes livrées par eux seraient utilisées contre la Grande-Bretagne.

Pour gagner de l'influence en Égypte, Washington laissa entendre qu'il pourrait lui fournir des armes, mais sans aller plus loin. C'était dans de telles circonstances que l'Égypte conclut un accord de livraison d'armes avec la France, et ce fut la première fois que l'Égypte se libéra de la tutelle de la France.

attribuant les causes du mouvement de nationalisation à la domination occidentale (en Jordanie en particulier) et des menées subversives dirigées du Caire, et confiant au même coup à Nasser une omnipotence quasi divine. Peut-être aussi les mêmes puissances ont-elles réellement cru que le régime égyptien était tout à fait rationnel. En réalité, ce fut tout le contraire : c'est l'adhésion populaire à cette ligne radicale qui a permis à l'unité arabe de se consolider. Nasser montra que l'une des caractéristiques communes du monde arabe était son assujettissement à la domination de certaines formes politiques. « Il était évident que l'impérialisme était la plus fréquente de toutes les formes ».

franco-britannique, elle trouvait sa logique aux yeux de ceux qui, en Europe occidentale, voulaient sauvegarder l'indépendance de leurs pays à l'égard des États-Unis : il s'agissait pour eux d'assurer l'avenir économique en imposant une domination sur des régimes d'importation stratégique du point de vue de l'approvisionnement en matières premières et des communications. La tentative fut déjouée d'abord par les Arabes, certes, mais aussi par les États-Unis. Et cette double défaite engendra une notion nouvelle : celle d'un certain chemin dans la politique européenne, mais avec quelle lenteur ! Les régimes capitalistes de second rang ne sont pas en mesure de dominer le tiers-monde et ses matières premières, ne serait-ce pas plus avantageux pour eux que de se laisser tomber sous la coupe de quelques superpuissances qui usent de ces avantages pour établir aussi une domination sur les pays développés ?

Chantage à l'aide

La nationalisation de la Compagnie du canal de Suez fut une action bien préparée. Elle survint à un moment de grandes difficultés pour les producteurs de matières premières, après la brève période de boom du début des années 50. Le point des autres voies de développement s'accroissait, mais leurs revenus déclinaient. Les États-Unis, par exemple, avaient quelque temps, avant de céder d'abord la place à une attaque coordonnée contre le mouvement d'indépendance des pays du tiers-monde, et au nom de l'opposition à l'expansionnisme soviétique. Puis, à plus long terme, une nouvelle compétition sur son droit à nationaliser la compagnie sans s'exposer à la crise du canal de Suez était plus que jamais d'actualité.

La nationalisation de la Compagnie du canal de Suez fut une action bien préparée. Elle survint à un moment de grandes difficultés pour les producteurs de matières premières, après la brève période de boom du début des années 50. Le point des autres voies de développement s'accroissait, mais leurs revenus déclinaient. Les États-Unis, par exemple, avaient quelque temps, avant de céder d'abord la place à une attaque coordonnée contre le mouvement d'indépendance des pays du tiers-monde, et au nom de l'opposition à l'expansionnisme soviétique. Puis, à plus long terme, une nouvelle compétition sur son droit à nationaliser la compagnie sans s'exposer à la crise du canal de Suez était plus que jamais d'actualité.

La nationalisation de la Compagnie du canal de Suez fut une action bien préparée. Elle survint à un moment de grandes difficultés pour les producteurs de matières premières, après la brève période de boom du début des années 50. Le point des autres voies de développement s'accroissait, mais leurs revenus déclinaient. Les États-Unis, par exemple, avaient quelque temps, avant de céder d'abord la place à une attaque coordonnée contre le mouvement d'indépendance des pays du tiers-monde, et au nom de l'opposition à l'expansionnisme soviétique. Puis, à plus long terme, une nouvelle compétition sur son droit à nationaliser la compagnie sans s'exposer à la crise du canal de Suez était plus que jamais d'actualité.

Le tournant de Bandoung

L'ATTITUDE des puissances occidentales au Proche-Orient avait été, après la première guerre mondiale, illustrée par l'occupation de certaines régions, du point de vue stratégique, de l'exploitation, et de l'exploitation de certaines puissances d'accorder leur soutien à des mouvements nationaux pour sauvegarder leurs intérêts particuliers. Le mouvement d'indépendance, les libertés de navigation dans le canal de Suez se signifiaient donc d'une part, et d'autre part, les grandes puissances se faisaient concurrence, soit par le canal, soit par le canal, soit par le canal.

recourut de façon croissante à l'appui de la France, et ce fut la première fois que l'Égypte fut aidée par la France. En 1956, l'Égypte fut aidée par la France, et ce fut la première fois que l'Égypte fut aidée par la France.

recourut de façon croissante à l'appui de la France, et ce fut la première fois que l'Égypte fut aidée par la France. En 1956, l'Égypte fut aidée par la France, et ce fut la première fois que l'Égypte fut aidée par la France.

recourut de façon croissante à l'appui de la France, et ce fut la première fois que l'Égypte fut aidée par la France. En 1956, l'Égypte fut aidée par la France, et ce fut la première fois que l'Égypte fut aidée par la France.

recourut de façon croissante à l'appui de la France, et ce fut la première fois que l'Égypte fut aidée par la France. En 1956, l'Égypte fut aidée par la France, et ce fut la première fois que l'Égypte fut aidée par la France.

La nouvelle rivalité des superpuissances

CET épisode diplomatique a montré aussi comment les conférences internationales peuvent parfois servir à quelque chose. Elles ont permis de constater que les puissances occidentales ne devaient pas se laisser entraîner par les États-Unis, et qu'elles devaient se défendre.

CET épisode diplomatique a montré aussi comment les conférences internationales peuvent parfois servir à quelque chose. Elles ont permis de constater que les puissances occidentales ne devaient pas se laisser entraîner par les États-Unis, et qu'elles devaient se défendre.

CET épisode diplomatique a montré aussi comment les conférences internationales peuvent parfois servir à quelque chose. Elles ont permis de constater que les puissances occidentales ne devaient pas se laisser entraîner par les États-Unis, et qu'elles devaient se défendre.

CET épisode diplomatique a montré aussi comment les conférences internationales peuvent parfois servir à quelque chose. Elles ont permis de constater que les puissances occidentales ne devaient pas se laisser entraîner par les États-Unis, et qu'elles devaient se défendre.

CET épisode diplomatique a montré aussi comment les conférences internationales peuvent parfois servir à quelque chose. Elles ont permis de constater que les puissances occidentales ne devaient pas se laisser entraîner par les États-Unis, et qu'elles devaient se défendre.

automobiles
PEUGEOT



604

SOLEXA

Distributeur officiel pour la vente
des Membres du Corps Diplomatique
des Organisations Internationales
aux Clients qui se trouvent en France
Exclusivement immatriculations spéciales CO et IT

26, RUE CAMBACÉRÈS • 75362 PARIS CEDEX 06 • ☎ 742.77.59 • Telex Peugeot 280.426

national

AFRIQUE DU SUD

L'indépendance du Transkei

Une première tentative pour nationaliser le prolétariat

A U rur et à mesure que Soweto croule sous le feu des émeutes, l'Unité, au sud-est, grandit et se nettoie. On inaugure la poste et la Cour de justice, on repent le Parlement on efface des ministères, on bitume des routes, on installe la tribune d'honneur. L'Afrique du Sud met ici la dernière main à l'indépendance, fixée au 26 octobre, et défile là-bas aux Africains toute citoyenneté. Une coquette émeute d'un côté, une misère organisée de l'autre, c'est la réalité de l'apartheid. Le Transkei obtient l'indépendance, mais on ignore si le Transkei lui-même est

colonne sans-abratisse. Les deux hommes, le Français et le Zambien, se tiennent par la main. Le Français, tenant le premier à accorder à l'indépendance, part d'un même ensemble législatif dont Umata, le Zambien, et Soweto l'environnent. C'est pour l'exécution de ce projet que le Premier Victoria justifie que les Africains soient privés du droit de voter. Les blancs ont divisé le territoire national en zones blanches et zones noires, les "homelands", et légifèrent sur la présence des Africains en zones blanches. Il en résulte d'un côté la police, les tribunaux, les services sociaux, les écoles, les hôpitaux, les magasins vivent en liberté surveillée, et de l'autre un réseau subtil et serré de lois discriminatoires qui affectent la vie des noirs dans la vie quotidienne et dont les formations politiques qui visent le plus spectaculaire.

Le politique des « homelands », dite de « développement séparé » jusqu'à ce que s'impose la nouvelle dénomination de « démocratie pluraliste » — on change le nom pour mieux faire passer la chose... — politique longtemps mûrie depuis sa conception en 1949, comporte plusieurs étapes :

- 1° Division du pays en 10 régions. M. C. Botha, le ministre des affaires bantoues, appelle le « homeland blanc » et plusieurs « homelands » bantous en se fondant sur de discutables prétentions de première occupation ;
- 2° Trouver des chefs africains pour gouverner les « homelands » ;
- 3° Accorder l'autonomie interne à

4° Contraindre les Africains à devenir citoyens de l'un ou l'autre de ces « homelands », mais en les autorisant à conserver la nationalité sud-africaine.

5^e Octobre l'indépendance aux
« homeands » et, s'il le faut, les
persuader de la réclamer. Première
faussee note dans ce tableau idyllique,
ces faux colonisés, au nom du pouvoir
africain dans la totalité de l'Afrique
du Sud, resistent pour la plupart leur

6° Et c'est le clon de l'affaire, retirer aux citoyens de ces Etats devenus indépendants la nationalité sud-africaine. Deuxième fausse note, le premier ministre du Transkei refuse d'imposer la citoyenneté du Transkei à ceux qui résident en Afrique du Sud et ne veulent pas la prendre ; or c'est sous la question de la citoyenneté que repose tout l'édifice.

Malais que vise cette politique des
homelandes ? Il s'agit avant tout de
créer une pierre plume pour l'occupant
français, en lui permettant de se pré-
valoir légalement les Noirs de pri-
vilegiés. Mais, en même temps, la
possibilité de revendications, défendues
par les Noirs, de réajustement du tra-
fic de la minorité blanche et d'ac-
croître les possibilités d'installation
des Noirs dans les zones d'habitation
des blancs. L'indépendance des
homelandes a suppose un semblant
d'autonomie économique, de déve-
loppement, en créant de
nouveaux emplois, tendant à la mar-
ché de la consommation. Les Africains,
en particulier les Noirs, ont, dans ces
termes, reçu des salaires relative-
ment bas ; ce faible pouvoir d'achat
a entraîné une dégradation de la
capacité de production sud-africaine.
Des économies périphériques consti-
tuées par les Noirs ont été créées en
Afrique du Sud serait l'organe cen-
tral. Bien entendu, la situation écon-
omique des « homelandes » a été
dégradée par la crise du sous-déve-
loppement nécessaire pour assurer l'indé-
pendance migration quotidienne des
milliers vers les centres urbains et
industriels.

La discrimination et la hiérarchie rendent supportable une proximité sans laquelle l'économie sud-africaine ne serait pas aussi florissante, mais qui n'a le droit de s'étendre ni à la summité ni aux escaliers. Un bon Noir n'est pas un Noir qui vit à part à quoi servirait sa force de travail ? — c'est au contraire un Noir qu'on rencontre partout et toujours en position de servir.

Il n'y a pas plus de « développement séparé » que d'« apartheid », parce que le développement est réservé aux zones blanches. L'idée de développement séparé voudrait faire croire à

une égalité matérielle et formelle que la réalité contredit. Le plan de partage octroie aux seize millions de Noirs 13 % du territoire tandis que les quatre millions de Blancs s'en approprient 87 %. Si les « homelands » sont relativement bien arrosés, ils ne contiennent aucune des mines qui sont à l'origine de la richesse nationale. De plus, le Transkei, divisé en trois morceaux, n'échappe pas à la règle, les

L'indépendance ? Depuis 1963, il jouit du statut d'autonomie interne; à l'Autorité territoriale s'est donc substituée une Assemblée législative — qui a réclamé l'indépendance — dans laquelle le nombre des membres

Par FRANÇOIS PROUST

et **FERIAL DROSSO**

élus (quarante-cinq) est inférieur à celui des membres nommés (soixante-cinq) choisis parmi les chefs traditionnels. Le premier ministre, M. Kallenger Matanzima, et la plupart des membres de son cabinet sont aussi des chefs. Les pouvoirs sud-africain et transkéisien se sont d'abord appuyés sur les chefs. L'existence d'une bourgeoisie africaine, progressivement née du commerce et du service de l'Etat, qui a beaucoup gagné de l'indépendance, explique pourquoi la prochaine

Malgré ces avantages locaux, Kaiser Matiambo n'est pas sûr que ses concitoyens partagent sa volonté d'indépendance et sa confiance dans le gouvernement sud-africain qui est, pour lui, le seul garant de l'ordre (la liberté que l'impérialisme britannique leur a redonnée). En effet, il a été assez prudent pour ne pas organiser de manifestation indépendante, préférant plutôt à se priver de la gloire d'un plébiscite. Une opposition à la fois forte et diffuse travaille le pays. Les militaires ont récemment manifesté ouvertement et avec succès contre l'indépendance ont été mis en prison, le dirigeant du mouvement démocratique, Nigel P. Knowledge Guzuma, respectant la légalité mais refusant de coopérer pas moins les mêmes arguments.

« Il n'y a pas d'indépendance mais balkanisation. En plus, avec les pressions que l'Afrique du Sud peut exercer sur nous, nous serons aussi indépendants que le Botswana, le Lesotho et le Swaziland (?). Accepter l'indépendance revient à valider l'apartheid et à abandonner nos droits sur le reste de l'Afrique du Sud. La majorité des Transkadiens y sont opposés, c'est pourquoi il n'y a pas eu de référendum. D'ailleurs, les gens d'ici ne s'intéressent pas à leur gouvernement : à la dernière élection législative, on a enregistré 66 % d'abstentions ».

Le chef de l'opposition parlementaire fait ainsi écho aux mouvements nationalistes africains d'Afrique du Sud et à la presse d'opposition sud-africaine qui titre : « Africans Forced into Independence ».

« Tous les hommes
ne sont pas égaux »

P OUR gagner quelque crédibilité aux yeux du monde extérieur, Kaiser Matanzima engage sa première épreuve de force avec le gouvernement Vorster en refusant le projet de loi qui définit la citoyenneté au Transkei. Four Pretoria, devenant des citoyens du monde blanc, en plus des personnes qui vivent dans le homeland, les personnes nées au Transkei, les enfants illégitimes nés de mères transkésiennes qui vivent dans les zones blanches et tous les Africains qui ne sont pas originaires d'un « homeland » et qui parlent un des dialectes du Transkei : le xhosa ou le sotho. Kaiser

...s'attendaient d'entendre réserver la citoyenneté du Tansanie à ceux qui vivent dans les zones littorales, et les autres, qui ne le sont pas, s'ils la demandent.

Notons que le khosa est une des premières langues de la région qui ait été écrite, elle est en assez grande abondance dans les zones littorales, mais n'est donc pas le signe d'une appartenance ethnique. La loi concerne plus d'un million et demi d'Africains qui seraient obligés de devenir éligibles.

Le Tansanie est un pays qui se situe en Afrique du Sud où beaucoup d'entre eux sont nés et qu'ils n'ont jamais quitté. Si Kaiser Matanzima tient bon, et si l'Union du Tansanie n'est pas divisée en un million et demi d'apartheid (3). Cette dernière idée le bâton — M.C. Botha déclarait au Sénat en mai dernier : « Nous ne considérons que la nationalité qui est la seule légitimité nationale selon nous pour des motifs suspects — et la parole : les autres a obtempèrent de

À l'absence d'unité géographique, ethnique et linguistique il faut ajouter l'absence d'économie. Quelques chiffres : le produit national brut provient 42 % de l'économie de subsistance.

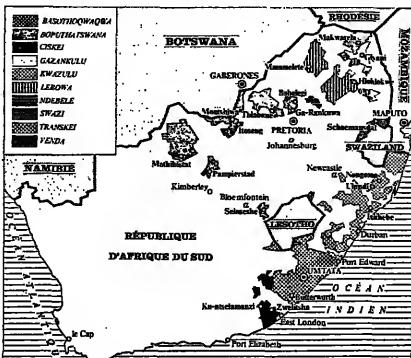
Quarante-huit pour cent des travailleurs résidents sont des fonctionnaires qui réduisent le Transkel à n'être qu'un simple appareil d'État destiné à servir les intérêts de la République nationale pour l'emploi. En effet, 20 % des deux millions d'habitants travaillaient en Afrique du Sud et le rapatriement des travailleurs étrangers au Transkel représentait 50 % du revenu du pays (ce pourcentage n'était que de 50 % en 1983). Pour cette raison, le Transkel a besoin de subventions sud-africaines. Alors on espère attirer des industriels sud-africains en leur offrant de substantielles concessions fiscales et la promesse d'une main-d'œuvre stable, bon marché et qualifiée. Le syndicat, le Transkel et le syndicat, se seraient donc laissé séduire l'Italie, l'Allemagne et la France. On a le choix de s'installer ou bien au Transkel même, ou bien en Afrique du Sud. On a le choix de travailler du Transkel. Les ouvriers habitent dans leur pays, qu'ils quittent pour aller travailler en Afrique du Sud. Au-delà de la rivière Kei, le travail :

[illegible]

La question du Transkei ne se situe pas au Transkei mais autour de Johannesburg, de Cape Town, de Durban, de Port Elizabeth, de Port Elizabeth, dans les faubourgs où les Africains n'entendent pas qu'un coup de baguette internationale ni qu'un « Docteur Miracle » transforme un problème social en problème national. On peut déclarer, comme le fait le premier ministre Kaiser Matanzima, que « tous les hommes ne sont pas égaux »; encore faudra-t-il en persuader en l'an 2000 les cinquante millions d'Africains qui ne trouveront pas en face d'eux que huit millions de Blancs.

(1) Les « homelands », que l'on appelait naguère bantoustans, sont au nombre de dix : Basotho Qwaqwa, Bophuthatswana, Ciskei, Gazankulu, KwaZulu, Lebowa, South Mdebele, Swaz, Trans-

(3) Cf. l'article de Ruth First paru dans le Monde diplomatique l'année 1975.



**LES FUTURS «HOMELANDS»: 13 % DU TERRITOIRE DE LA
REPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD.**

« home lands » sont composés de fragments et de blocs : dix-neuf blocs pour le KwaZulu-Natal, dix-neuf pour le Transkei, et dix pour le KwaZulu. Ils rendent l'indépendance impuissante des revendications territoriales, mais en même temps des ramifications totales. On assiste en ce moment au Transkei au rachat, par des Africains fortunés, de propriétés appartenant à des blancs. Car, autre inégalité entre les sociétés d'Africains, les blancs n'ont rien possédés dans les premières tandis que les Blancs ont le droit de commercer dans les zones qui se peuplent d'Africains. Ils jouissent donc comme toutes les villes blanches des « home lands », une enclave blancs dans une zone noire. Ils ne préparent pas le développement, mais un sous-développement immédiat.

Comment dans ces conditions com-

Assemblée législative comprendra au moins dix députés (soixante-quinze en 1990). Les élections auront lieu en 1990.

Dans un pays où l'urbanisation ne touche que 2,6 % de la population, les structures traditionnelles conservent une importance majeure. Les chefs traditionnels ont le pouvoir dont ils disposent pour allouer les terres cultivables à tel ou tel groupe familial. Ils sont reconnus par les habitants comme les gardiens de l'identité africaine qu'ils se sont montrés peu compréhensifs, leur retour la guerre et la famine, il y a 15 ans.

La décentralisation des pouvoirs, la prise en considération sociale, le développement économique total contre sous-développement, l'aménagement, il est probable que les pays africains vont bénéficier de changements économiques et sociaux. Changements sociaux positifs puisque avec l'accession à l'indépendance, les pays africains ont éliminé les lois discriminatoires encore en vigueur à l'Université d'un Africain n'a pas le droit de consommer dans un

78 rue de la pompe
votre adresse prestigieuse à paris



Dans le 16^e arrondissement, au cœur du quartier le plus élégant de Paris, à proximité de l'Etoile, du Trocadéro, près des Ambassades et des Organisations Internationales, un petit immeuble racé de 29 superbes appartements, du studio au 5 pièces; et un véritable hôtel particulier sur les deux derniers étages avec terrasses.

*Quelques-uns sont encore disponibles.
Ne laissez pas passer la chance d'avoir
une des adresses les plus prestigieuses
Paris.*

**pierre
bahon s.a.**

Renseignements et vente:
6, Rond-Point des Champs-Élysées, 75008 Paris - France - Téléphone: 359.92.65

Un sous-développement prémédité

[illegible]

« Apartheid », « développement séparé », il y a loin des mots à la réalité. Dans les faits, il n'y a pas l'apartheid dans les zones blanches, mais des mesures vexatoires et discriminatoires, parce que Blancs et Noirs ne côtoient partout où les Blancs en ont besoin : en témoignent le nombre considérable d'ouvriers, de domestiques, de chauffeurs, de balayeurs, etc.

PUISSANCE DE L'ALLEMAGNE

La sombre victoire du chancelier Schmidt



PRESENTÉE au reste de l'Europe comme un enviable exemple, la situation économique de l'Allemagne fédérale n'a pas empêché le sensible recul de la coalition gouvernementale.

A quelles causes attribuer cette régression ? A des hésitations interventionnelles de l'Etat, comme certains le firent, non sans quelque complaisance, après l'échec électoral des sociaux-démocrates suédois ? Ou, plus simplement, à l'usure

du pouvoir dans de difficiles conditions économiques ? Ce serait alors porter un diagnostic pessimiste sur le destin des coalitions conservatrices qui, en d'autres pays, ne réduisent pas le chômage et connaissent cependant un taux d'inflation très supérieur à celui de la R.F.A.

Les gains de l'opposition chrétienne-démocrate ne seront pas sans effet sur la conduite des affaires intérieures mais ne sauraient modifier pour l'essentiel les

grandes options diplomatiques de Bonn. Les deux grands partis se rejoignent en effet dans la même conception de la sécurité nationale, qu'ils entendent assurer par la priorité qu'ils accordent à l'alliance avec les Etats-Unis. Au-delà des fluctuations du corps électoral, deux objectifs majeurs dictent les choix : puissance économique et sécurité stratégique. Un large consensus inspire la définition des moyens qui permettraient de les atteindre. Comme le répètent avec insis-

tance certains des articles que nous publions ici, l'Allemagne fédérale se trouve, certes, par rapport à l'Est, dans une situation fort différente de celle de ses voisins — ce qui pose des problèmes au gouvernement de Bonn mais aussi, et ce n'est pas moins important, à ses partenaires européens. De telles différences déterminent au sein de la C.E.E. des forces centrifuges dont on n'a pas fini de mesurer l'impact sur la construction de l'Europe.

Résurgence des vieilles craintes et permanence des partis pris

L'ALLEMAGNE redoutait-elle un danger ? En France, aux Pays-Bas, en Belgique, en Suède, en Italie, la question est ouvertement posée. Désastreusement surprise, les commentateurs allemands ironisent. La *Süddeutsche Zeitung* s'interroge : la République fédérale se trouverait-elle dans une situation dramatique, analogue à celle qui régna au début du XIX^e siècle ? On a l'impression d'être en Chine, en Espagne, en Iran. On craint des étudiants seulement parce qu'ils portent des questions embarrassantes. On empêche un grand nombre de gens d'exprimer leur opinion. L'appartenance à un syndicat est dangereuse. Les chasses aux sorcières ont lieu : on sent même poindre une odeur de gaz. On poignarde les courageux jeunes gens au suicide.

Pour la *Frankfurter Rundschau*, cette surprenante concentration de reproches à « l'extérieur » chez de nombreux citoyens de la République fédérale, l'impression d'être conduits dans une sorte de galerie des glaces dans laquelle les miroirs déformés sont en majorité, et le grand quotidien libéral de gauche de citer une émission de la télévision belge francophone dans laquelle les auteurs comparent l'Allemagne de Bonn à divers Etats policiers et dictatures militaires.

Poids de l'histoire — et des balises reculées ! Les critiques croisées reviennent, d'abord, une large méconnaissance

de l'Allemagne d'aujourd'hui : la tradition des moyens d'information de masse dans les Etats voisins de l'Allemagne, leur intérêt croissant pour les divers épisodes du second conflit mondial, retravaillé avec le manichéisme de rigueur ; l'absence de description et d'explication véridiques de cette « démocratie de laboratoire » née à Bonn il y a trente ans, ont été souvent reprochés aux Allemands dont de vivre avec leur histoire — sous l'égide d'un « rapatrié » du monde extérieur ; le comportement de leurs gouvernements confirme les vieilles peurs et partis pris enracinés.

Campagne systématique, à l'insulte politique ? Seule la C.E.E. de Navarre, dans son indignation devant l'« autoritarisme impudent » des critiques de l'étranger, décline une « coopération à l'échelle internationale » qui doit permettre « l'intégration des communautés dans la République fédérale ». Trop responsables pour se tenir à la « ligne simplifiée de la « conspiration », les milieux poli-

Par CHARLES ZORGBISE *

tiques et la presse d'Allemagne occidentale recherchent les « vraies raisons » de l'assaut extérieur. Alors qu'aurait-il à dire le monde en puissance de la République fédérale, et les masses, toujours prises pour la défense de l'ordre constitutionnel ? Un chancelier allemand qui parle haut et fort à des tribunes publiques étrangères promptes à grimacer. Les peuples barbares de la Solennité ne révéleront-elles pas la formation d'une nouvelle Sainte-Alliance ? Et le *deutschemann* ne serait-il pas à la doctrine Schmidt ? On que les chers furent à la doctrine Brejnev ? De fait, le « discours » des gouvernements de Bonn sur l'avenir de l'Europe du Sud tend à les ériger en « champions de l'Europe » à l'abri d'un encadrement, chez les voisins de l'Allemagne, non seulement les « conceptions idéologiques, mais aussi la susceptibilité nationale.

Conformisme et rigidité politique

PLUS profondément, et de manière moins avouable, il est pénible aux dirigeants ouest-européens de vivre avec un tel modèle de la classe occidentale, surtout lorsqu'il s'agit d'un « ancien vaincu », et de reconnaître l'ampleur de sa contribution politique et économique à la construction de l'Europe occidentale et au développement des rapports avec l'est du continent. Moins en puissance économique — à la capacité d'aider financièrement ses partenaires, Bonn joint la volonté de leur imposer une position rigoureuse. Crédibilité nouvelle de l'appareil militaire : le géant économique est de moins en moins un main politique. Que de Bonn viennent à se multiplier des leçons qui paraissent étonnantes : elles suscitent des réactions irrationnelles qui ne seront pas pour déplaire aux milieux politiques des pays voisins ; ainsi, après celle de l'« utile détournement » des années 50, s'affirmerait l'image de « l'abominable Allemand ».

Cette image est, évidemment, injustement caricaturale. La « politique vers l'Est » a été poursuivie par le chancelier Schmidt, bien qu'elle ne soit plus pour lui comme elle l'était pour M. Willy Brandt, une question de principe, et malgré un environnement défavorable : regain, à l'Est, de l'utilisation tactique du « danger du socialisme allemand » ; scepticisme, à l'Ouest, d'une large fraction de l'opinion qui s'interroge sur la nature du profit retiré de l'Ostpolitik.

D'autre part, la vigilance des commentateurs allemands est grandie par ceux des problèmes que les gouvernements occidentaux naturellement placés sous le signe de la modernité talonnent d'Etat en Etat, commerce des armes ou rapports avec l'Afrique du Sud. Ainsi, dans la revue *Frankfurter Hefte*, Ernst-Otto Czempiel conclut-il une longue étude sur la diplomatie de Bonn en évoquant les relations avec l'Espagne : « Jusqu'à présent, la République fédérale n'a pas toujours tenu compte des

attentes politiques et économiques de la population soviétique et s'est plutôt orientée vers les intérêts financiers de quelques grandes entreprises ». La politique mondiale de la République fédérale peut être réduite à une formule simple : elle doit contribuer à créer de nouvelles structures de paix si elle veut remporter des succès politiques à long terme. La norme juridique et les intérêts politiques sont très proches : seule la paix est rentable.

Enfin, la vivacité même des récentes controverses entre Bonn et Paris ou d'autres pays européens n'est pas pour nous surprendre : la politique internationale de Bonn est la politique intérieure européenne.

« *Berlinjournal* » (intervention d'experts de la profession) : l'expression même acquiert désormais une connotation négative dans le vocabulaire politique européen. Sans doute l'Allemagne, celle-ci est un Etat divisé en proie à une guerre civile froide : trop de consensus ont le tort de ne pas prendre en compte cette extrême vulnérabilité ; et on a pu fort justement s'étonner, à Bonn, de l'absence de toute considération sur la liberté civique dans l'autre Allemagne. Reste que le perfectionnisme bureaucratique avec lequel sont recherchées, en République fédérale, les « ennemis de la Constitution », a pu effectivement donner l'impression d'une très grande intolérance de l'Etat, et que — trop de présidents le prouvent — la protection d'une minorité ne peut pas facilement dégénérer en « chasse aux sorcières ».

Le problème est d'autant plus préoccupant que la tradition d'un Etat libéral sur le sol allemand est encore très jeune et donc menacée. Peu avant sa mort, l'ancien chef de

(*) Professeur aux universités de Paris-Sud et de la Sorbonne.

L'Etat, Gustav Heinemann, haute conscience de la République fédérale, dressait des *exempla* devant le Parlement le bilan du fonctionnement de l'Etat constitutionnel et démocratique, surveillant le monde d'un nouveau conformisme :

« Le comportement naturel et parfois même sauvage de la jeune démocratie, tel que nous l'avons connu vers la fin des années 60, a, dans une grande mesure, fait place à une attitude craintive. Les relations politiques et une suppression normalisée de la vie politique journalière ont visiblement diminué les profits d'un accès d'auto-critique et d'un certain minimum, comme s'il ne s'agissait plus que de saquer sa propre peau et sa carrière ».

Rigidité nouvelle des structures politiques : « On se représente le nouveau l'Etat comme une entité qui plane très haut, au-dessus de nous, et qui, indépendamment du Parlement, des partis et de la souveraineté du peuple, serait l'incarnation du pouvoir absolu. Ceci explique que les partisans radicaux de la liberté et de la démocratie puissent être soupçonnés d'être hostiles à la Constitution alors même qu'ils réclament le montage de liberté et de démocratie, conformément à l'esprit de la Constitution ».

Et l'ancien président fédéral de conclure par un appel à une démocratie vivante : « Lorsqu'on confond systématiquement la critique radicale avec l'extrémisme hostile à la Constitution, il convient de sonner l'alarme. Lorsqu'on cesse de distinguer l'ennemi véritable de la Constitution de son ami radical, il ne reste bien sou-

vent à ce dernier d'autres alternatives que de se résigner ou de se fonder sur le camp des ennemis véritables d'une société libre et saine, qui se renouvellent sans cesse et continuent à se développer. La critique — la critique rationnelle — doit pouvoir s'exprimer ouvertement et susciter des contre-projets pour être féconde. Cela implique aussi que l'on puisse se tromper, voire s'égarer en matière politique, mais pour autant avoir à se justifier des données, plus tard, sur tout l'horizon, dans l'histoire, reconnues et surmontées ses erreurs ».

LIRE PAGES 10 à 14

P. 10-11. — La puissance, la prééminence et les inquiétudes, Daniel Vernet. — La R.F.A. se consolide comme le bouclier de l'Europe. L'Allemagne fédérale. — Une loi absolue dans l'économie de marché, Konrad Seitz.

P. 12-13. — Les désaccords entre Bonn et Paris sur la défense, Walter Schabas. — Favoriser la démocratie dans les pays méditerranéens, Paul Noack. — Bonn aux Nations unies, Thomas Bruns.

P. 14. — Suite de l'article de Paul Noack. — Bibliographie : « L'Allemagne des craintes et des incertitudes », Daniel Vernet.

REPERES

LE MENSUEL DU G.E.R.E.S.

SOMMAIRE DU N° 36

- PROGRAMME COMMUN : la morge de manœuvre diplomatique et militaire.
- LA FRANCE ET LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL.
- LUTTES DE CLASSE EN AFRIQUE.

En vente dans les kiosques : (10 F.)

Abonnements : France et pays de l'Est-Communauté française (dont Algérie) 100 F. étranger 120 F. par an. Les abonnements sont payables à l'avance. 120 F. 12, Bd Saint-Martin, 13065 PARIS G.C.F. 24.812.30-31 LA SOUVENIR

ARMORIAL

GRAVEUR - MAROQUINIER



36, FAUB° S° HONORE - 75, AV. VICTOR-HUGO 27 bis, BOUL° RASPAIL - PALAIS DES CONGRES 7° MAILLOT PARIS

مكتبة الناصر

(Suite de la page 11.)

Après des temps difficiles dans les années 60, la Bundeswehr connaît depuis 1970 une condition militaire et un état d'esprit qui sont considérés par les militaires de carrière comme satisfaisants. Les appels du contingent font leur service normalement et sans résistance au départ. Les manœuvres montrent que le groupe est relativement bien entraîné et leste en main. La crise d'autorité a été surmontée, surtout grâce aux méthodes pédagogiques de la « Innere Führung » et aux conditions matérielles et sociales

en rapport avec les standards ayant cours dans la vie civile. L'amélioration des conditions du service a été continue. L'instruction civique et physique a été considérablement renforcée et modernisée, l'instruction technique et militaire portée à un niveau de professionnalisme reconnu dans l'Otan comme étant peut-être le plus élevé en Europe, forces américaines comprises.

Le nombre de ceux qui invoquent leurs droits constitutionnels pour refuser le service des armes augmente depuis que l'examen de conscience fait par des commissions d'enquête

a été suspendu pour faire appel au sens civique des jeunes gens du contingent. Il pourrait atteindre six mille au lieu de quatre mille en 1976 puisque le service civil n'offre toujours pas assez de places pour ceux qui refusent le service militaire. Mais l'armée n'a pas, pour les cinq années à venir, besoin de tous les hommes de dix-neuf ans bons pour le service puisque les classes d'âge sont encore nombreuses. Elle cherche, au contraire, un plus grand nombre de volontaires recrutés entre deux et cinq ans et pouvant une instruction technique accrue. Le but est d'avoir 60 % de volontaires

contre 40 % d'appelés. Annuellement, le rapport n'est alors de 49 et 51 % pour 1976. Il manque environ cent mille sous-officiers. Le système du recrutement des aspirants officiers a été, par contre, révisé. Depuis la création de deux universités techniques militaires pour la formation des officiers, devant un enseignement supérieur égal à celui dispensé par les universités civiles et sanctionné par des diplômes civils d'Etat, le nombre des candidats a augmenté considérablement, et avec lui aussi la qualité académique des bacheliers. L'année

peut donc de nouveau choisir parmi les candidats (dont pour chaque place offerte en 1976). Le bilan de la politique militaire intérieure comme extérieure (1969-1976) est donc positif. Il y a pas de problème majeur en dehors des réajustements au service militaire, problème créé gratuitement par la législation et beaucoup plus par la conviction des individus. Les deux missions S.P.D. de la défense depuis 1969 ont consolidé l'armée par des réformes et de l'avenir, par l'avenir aussi.

LOTHAR RUEHL

Fidélité à l'atlantisme et à une certaine conception de l'Europe

Le terme de « défense européenne » prête à confusion, et ceci d'autant plus qu'il est utilisé dans le débat politique pour désigner des idées et des perspectives très souvent incompatibles, si ce n'est contradictoires. En Allemagne occidentale, on s'en tient à la notion déjà ancienne qui date des années 50 et qui fut le base de cette ligueuse « Communauté européenne de défense » (C.E.D.), écartée en soit

ten cas, placée en première ligne face au pacte de Varsovie (qui fut, en quelque sorte, le réplicique à l'est à l'entrée de l'Allemagne occidentale dans le pacte atlantique) et soutenu de l'ouest par la « Base du Nord », qui fut le milieu du douzième Etat allemand dont le refus, à Bonn, de reconnaître l'existence, la République de Bonn avait besoin d'être protégée. Or seuls les Etats-Unis furent à même

Par WALTER SCHUTZE *

continuer avec les pays de l'Est, l'indépendance du climat politique de l'Europe n'a pas eu d'effet décisif sur l'entente fondamentale des Allemands (ou d'autres Européens d'Ouest), qui continuent de réajuster en fonction des rapports des forces Est-Ouest. Dans ces conditions, et en admettant que

l'alliance a l'efficacité militaire et le caractère politique de l'ensemble atlantique.

Il n'est pas besoin d'insister ici sur le fait qu'une telle conception — prise en compte de la « Base du Nord » — du dessin général d'une Europe indépendante, comme des idées de certains intellectuels allemands — aura pécuniairement, pour le Communauté de Bruxelles, un rôle autonome sur le plan de la défense. Le seul lien commun entre les tenants de toutes ces diverses tendances est l'affirmation que l'union politique des Neuf doit précéder l'union militaire. Pour les uns, c'est un moyen pour accélérer et compléter l'intégration communautaire, pour les autres, au contraire, c'est une façon de dresser de nouveaux obstacles sur une voie déjà déviée, mais pour tous c'est une rhétorique qui permet d'acquiescer les véritables problèmes.

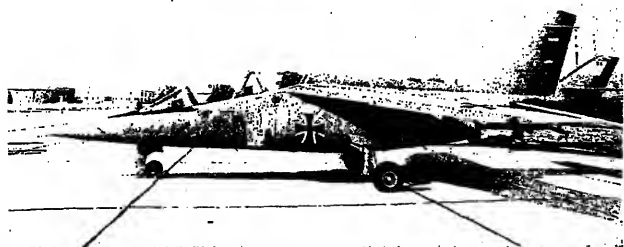
La position allemande — celle du gouvernement, du Parlement et de la presque totalité de l'opinion publique — est très nette à cet égard, elle prône la priorité au maintien de l'indépendance politique et du meilleur garant de leur sécurité. On examine les solutions de réajustement à l'égard de l'Europe occidentale son autonomie — sinon son indépendance — militaire en fonction des circonstances qu'une telle notion aura sur le fonctionnement de l'alliance. Or ce que les responsables de Bonn redoutent le plus, c'est le fait que des intérêts américains et des intérêts européens en matière de sécurité, la « Grotte » sur le séisme, les engagements des Etats-Unis envers leurs partenaires se trouvent sans cesse posés depuis un quart de siècle, et chaque fois qu'une nouvelle administration s'installe à Washington on se demande, avec plus ou moins d'insistance, si le nouveau président donne, lui aussi, le priorité à l'Otan. Comment donc la R.F.A. pourrait-elle envisager une organisation militaire européenne, pendant son propre commandement et sa propre stratégie et laissant aux troupes américaines sur le continent le rôle principal — d'un chien de garde, et au président américain celui de servir de garde-magasin (selon un mot du général de Gaulle) au cas où cette défense européenne échouerait ?

Un risque inacceptable

Il est curieux aussi que, dans ce débat byzantin sur la finalité d'une « Europe européenne », débat que les hommes politiques et même des experts mènent le plus souvent en termes de « puissance », hérités du siècle dernier et complètement dépassés à l'ère nucléaire, — un élément capital soit complètement ignoré : c'est le fait incontestable que sans l'union politique des Neuf, l'Europe n'a pas de moyen pour accroître la contribution des partenaires européens de

en droit de se demander quel dispositif européen pourrait remplir ce rôle essentiel, vital pour l'équilibre politique sur le continent européen. Ce n'est certainement pas le liège de souveraineté nucléaire britannique, presque entièrement sur le continent, et les armes américaines, et le rôle stratégique français, dont le valeur en tant que « modérateur » nous a été démontré d'être mise en doute par la plus haute autorité de l'Etat et qui, en fait, ne saurait donc suffire pour protéger non seulement la France, mais toute l'Europe occidentale, à commencer par l'ex-positus de Berlin-Ouest.

* Secrétaire général du Comité d'études des relations franco-allemandes.



L'ALPHATON, PRODUCTION FRANCO-ALLEMANDE. (Photo Henri Barou-Sygnal)

1954 par le vote du Parlement français. Il faut dire que, pour les six pays qui s'étaient engagés dans la Communauté charbon-acier, de fournir un complément — purement conventionnel — d'où toute idée d'un armement nucléaire était exclue — à la défense étendue, qui dans le cadre de l'Otan, reposait sur l'essentiel sur l'effet dissuasif des armes atomiques américaines. Avec l'échec de cette tentative et donc aussi du grand dessein d'intégrer les Six dans une véritable communauté politique, la construction européenne restait et reste toujours, confinée au domaine économique, ou plus précisément au commerce et à l'agriculture. L'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.), bâtie à la hâte pour interdire le fait à la R.F.A. la possession d'armes nucléaires et pour limiter les effets et l'armement de la nouvelle armée ouest-allemande, la Bundeswehr, d'aurait inacceptable — en partie à cause de cette notion d'être — de devenir l'armure d'une véritable union de défense.

A vrai dire, la République fédérale s'accommodait fort bien de cette situa-

tion car, placée en première ligne face au pacte de Varsovie (qui fut, en quelque sorte, le réplicique à l'est à l'entrée de l'Allemagne occidentale dans le pacte atlantique) et soutenu de l'ouest par la « Base du Nord », qui fut le milieu du douzième Etat allemand dont le refus, à Bonn, de reconnaître l'existence, la République de Bonn avait besoin d'être protégée. Or seuls les Etats-Unis furent à même

Cet « atlantisme », à toute épreuve, évidemment, peu de place aux tentatives d'une indépendance militaire, que ce soit dans le cadre national ou dans un cadre européen. De même, le caractère des années 50 sur le « concept militaire » — un droit allemand sur le gachette atlantique s'est apaisé, et la R.F.A. a définitivement renoncé à la possession et au contrôle direct ou indirect d'armes nucléaires en ratifiant le traité sur le non-prolifération de 1968. Si, d'autre part, le processus général de « détente », et en particulier l'« Ostpolitik » menée depuis 1969, a permis de régler le

seul l'équilibre militaire assuré par l'Otan, le pacte de Varsovie, puisse garantir la sécurité des pays occidentaux et constituer une base solide pour l'actualité du rapprochement avec les pays de l'Est, l'idée d'une « défense européenne » — demeure à peu près à l'état de moyen pour accroître la contribution des partenaires européens de

Bonn aux Nations unies

DE LA PRUDENCE VERS DES POSITIONS PLUS NETTES

Par THOMAS BRUNS *

L'ATTITUDE des hommes à la supposée « rendue possible » les Nations unies. Le penchant des hommes à la folie le rend nécessaire. Le sursaut d'un jour, tous les Etats et toutes les régions vivent ensemble et coopèrent dans un bon voisinage mondial... L'année, le 26 sep-

tembre 1973, le chancelier Brandt prononce devant l'Assemblée générale de l'Onu son discours-programme (1), un estimant généralement que le « plan économique » ouest-allemand était « le plus ambitieux », et qu'il était « le plus ambitieux ».

C'est ainsi que l'Allemagne fédérale faisait une entrée solennelle dans le palais de verre des rives de l'Est River, où elle était enfin admise, en même temps que le R.D.A., à l'issue de la procédure habituelle : demandes d'admission adressées au secrétaire général les 12 et 15 juin 1973, recommandation du Conseil de sécurité le 22 juin, vote d'admission de l'Assemblée générale le 18 septembre (2). L'événement, d'abord perçu par les milieux politiques de Bonn tout comme une « démission historique », comme une ouverture vers une nouvelle forme d'action politique, devint bientôt source des sentiments plus modestes.

Explosion de la guerre de Yom Kippour, phase aiguë de la crise de pétrole, discussion souvent pénible sur le thème de la reconstruction du système économique international : la présence latente des deux Etats allemands en son sein doit être, au cours des derniers mois de l'année 1973, de constituer des préoccupations de l'Organisation des Nations unies.

Se limiter à une action discrète, se garder de tenir, face à ses partenaires, en elle-même l'unique rôle, fut-il le rôle, n'a pas toujours été critiqué à l'extérieur des Commu-

nautés européennes : ce comportement, que le forum des événements imposait à l'Europe à la décharge, de la République fédérale, a été rapidement adopté par les autres membres, et il est resté, sous toutes ses formes, cohérent.

Le gouvernement de Bonn a manifesté le premier, les son soul de discrétion, de modestie, en se refusant à porter le « question «démocratie» devant le forum de la communauté mondiale. «... Nous ne sommes pas venus ici en vue de nous servir des Nations unies comme d'un "Mur des lamentations" pour les problèmes allemands... » (3), déclarait M. Willy Brandt dans son allocution. Pourtant, sur ce point précis, les difficultés juridiques restent nombreuses. Elles tiennent tout d'abord au problème posé par l'article 53 et 107 de la charte des Nations unies. Ces dispositions concernent une question préalable : les droits d'intervention à l'encontre d'un « Etat ennemi », défini par l'article 53, des Nations unies, c'est-à-dire l'Etat qui, au cours de la seconde guerre mondiale, a été l'ennemi de l'un quelconque des signataires de la charte.

Les auteurs allemands (4) estiment en majorité que, dès lors que les deux Etats allemands adhèrent à l'Organisation mondiale des Nations unies, les deux Etats allemands sont considérés comme des Etats « ennemis » : leur maintien serait, en effet, incompatible avec le principe fondamental de l'égalité souveraine des Etats membres et de la non-ingérence mutuelle énoncé dans l'article 2 de la charte. Il semble que les auteurs occidentaux devraient être d'un avis différent, encore que le professeur

Tunkin, dans un article qui faisait le point sur l'adhésion allemande, n'ait pas abordé ce problème précis (5).

Une seconde controverse juridique s'est développée autour d'un thème plus spécifiquement franco-allemand : l'effet de l'adhésion simultanée des deux Etats allemands sur la reconnaissance par Bonn de la République démocratique de l'Est. Le gouvernement ouest-allemand n'a toujours pas reconnu l'« autre Allemagne » comme Etat d'après le juge que l'écoulement des années n'a pas modifié la situation. En fait, le droit international est en général que la qualité de membre de l'Onu d'un Etat ne s'accommoderait pas de la reconnaissance diplomatique indirecte de l'Etat considéré (6) (le non-reconnaissance de l'Etat d'abord par les milieux officiels en constitue une illustration exemplaire).

(1) Cf. Document « Relations internationales », n° 46, 49, 50, 1973, p. 80. Pour le texte allemand, voir l'« Annuaire de l'Onu », 1973, p. 114.

(2) Cf. Walter Gehlbach : « Die Bundesrepublik und die Deutsche Demokratische Republik », dans « Die deutsche Demokratische Republik », n° 1, 1974, p. 3.

(3) Document « Relations internationales », n° 46, 49, 50, 1973, p. 80. Pour le texte allemand, voir l'« Annuaire de l'Onu », 1973, p. 114.

(4) Cf. Tunkin : « Die Adhäsion der beiden deutschen Staaten zur Organisation der Vereinten Nationen », n° 4, 1973, p. 114.

(5) Tunkin : « Die Adhäsion der beiden deutschen Staaten zur Organisation der Vereinten Nationen », n° 4, 1973, p. 114.

(6) Tunkin : « Die Adhäsion der beiden deutschen Staaten zur Organisation der Vereinten Nationen », n° 4, 1973, p. 114.

مكتبة الرافد

sur la défense

peu paroxysme, ceux qu'on appelle
autres les « nucléaires allemands »
semblent toujours vouloir intervenir
régulièrement : nucléaires — en l'occurrence
la force française — dans cet effort
européen, alors que ce sont justement
les gaullistes qui, en France, refusent
le plus catégoriquement toute participa-
tion éventuelle de l'Allemagne à un
quelconque armement nucléaire. Le
président de la C.D.U., s'est d'ailleurs
nettement prononcé contre ces
spéculations dont, semble-t-il, le tout
est, en premier lieu, d'accroître la
marge de manœuvre des pays européens
à l'égard de Washington, sans mettre
pour autant en cause l'actuelle organi-

Il va sans dire que le gouvernement fédéral et l'opinion publique en général se sont réjouis des dernières prises de positions officielles de Paris sur les problèmes de défense, et on escompte à Bonn que la solidarité de fait, renforcée avec force par le président de

la République à l'égard des alliés, et la « doctrine Méry » qui en constitue la corollaire, faciliteront le rapprochement des points de vue jusqu'ici trop souvent divergents et permettront aussi une meilleure coopération dans les domaines concrets.

concrets. Une telle coopération ne peut porter que sur les questions d'interdépendance, « étant donné que les questions stratégiques sont du ressort de l'OTAN, mais que les pays dits intégrés conservent leur liberté de décision pour ce qui est de leur choix des moyens nécessaires pour mettre en œuvre cette stratégie unifiée. Puisque le gouvernement allemand veut toujours du plus à la fois cette destinée qu'il entend maintenir l'indépendance de sa défense, les programmes communs d'armement ou d'infrastructure entrepris avec les partenaires européens resteront nécessairement partiels et se feront sur une base « ad hoc ». Du côté allemand, on n'a

voir le France participer plus activement à un effort plus européen. La France n'est pas trop rétrograde, et le Séguro de l'E.U.O. s'y prêtait mal, et l'Europe, qui rassemble les alliés européens (sauf la France, le Portugal et l'Islande), n'est pas considérée comme une zone de coopération directe du OTAN. Depuis dernier février, les représentants français participent bien au « groupe européen de programmation » qui élève le niveau de la coopération européenne, mais les plans d'équipements militaires, mais, mais il n'est resté pas moins que même la la même « standardisation » des systèmes d'armes entre les Etats-Unis et les alliés, les cellules des Etats-Unis ne pourra pas se faire avec le concours de la France, car il est évident qu'il faudra élaborer que les Etats-Unis ont une stratégie (et les doctrines techniques qui en découlent) avec celles de ses alliés.

défense des Neuf (mais quel serait alors le rôle des autres pays non membres de l'CEE, pays neutres, pays du Caucase et de l'Europe, pays neutre ?) bute sur un obstacle politique, et que même un regroupement régional dans le cadre de l'Union européenne ne résoudrait pas le problème. Mais à exclure dans le projet de traité l'usage d'une force militaire, l'implicite, pour Paris, des engagements actuels envers l'Organisation atlantique.

Il est vrai que des choses, l'identité européenne, si souvent invoquée par les hommes politiques, pourrions-nous dire, et sans que pour cela il soit nécessaire de soutenir le présbiterat, sont en train de disparaître. Les choses vont trépasser, s'exprimer davantage, mais tout ce qui touche les problèmes de la sécurité Est-Ouest. Une meilleure coopération, nous pourrions dire, entre européens, à l'instar de ce qui a pu être réalisé lors des négociations de la C.S.C.E. (1) à Genève et à Helsinki,

dentale face aux Etats-Unis. La République fédérale, qui ne tient pas tellement à jouer le rôle de « *junior partner* » des Américains sur le continent, et qui cherche donc toujours à agir de concert avec ses voisins européens, voudrait, là aussi, arriver à un rapprochement avec la France, notamment en ce qui concerne la conférence de Vienne sur la réduction des forces en Europe centrale (M.B.F.F.) et les autres grands problèmes de la limitation et de la maîtrise des armements. Il ne s'agit pas là non plus de créer une nouvelle institution dans le vide, mais de se concentrer sur des questions concrètes, au lieu de réagir, comme on l'a fait jusqu'ici, en ordre dispersé, aux initiatives venant de Washington.

WALTER SCHUTZE

11: Conférence sur la sécurité et la

**Pour préserver l'intégrité
du flanc sud
de l'OTAN**

LES réactions disproportionnées suscitées par l'annonce par le chancelier Schmidt quant à l'éventuelle participation communiste au gouvernement italien ont suscité l'opinion publique sur une composition du cabinet allemand habituellement dans l'ombre : la politique méditerranéenne. Les réactions ont été d'ailleurs vives et les récentes prises de position allemandes en vue de l'établissement d'un nouvel ordre économique international ont été jugées faibles dans le domaine de la routine diplomatique-militaire. L'expérience d'une participation allemande à la politique européenne s'était plutôt révélée positive, on comprend la surprise manifestée en ministère des affaires étrangères. Les réactions allemandes tendent pour le moins nuancées de M. Genscher, ministre des affaires étrangères, à l'égard des propos du chancelier.

On pourrait naturellement se demander si l'absence d'intérêt des Français pour l'histoire de la politique Bonn dans cette affaire n'est pas, pour le moins, un peu regrettable. Remarquons cependant que, contrairement à l'Allemagne à tout dire, au cours de l'histoire, une politique très différente a été menée par les différents visages allemands au pouvoir. On peut constater que les liens traditionnels entre l'Allemagne et la France ont été, dans la diplomatie allemande, une constante depuis 1918, l'alliance militaire avec la France, l'adhésion à la victoire, la participation à la victoire, la guerre mondiale, l'intervention dans la guerre civile, la participation à la guerre civile espagnole et l'alliance germano-italienne avant et pendant la guerre mondiale. On ne peut donc pas constater la réalité des intérêts allemands dans l'Europe interbellum, que médiocrisme de Bonn sache ou ne sache pas. On ne peut pas non plus constater le comportement pragmatique, un développement parallèle des conceptions allemandes de la politique internationale des Etats de l'Europe du Sud, Les propos de M. Heinrich Schmidt, constatant la réalité des affaires allemandes dans l'Europe interbellum, ne sont pas moins la volonté d'événements, la volonté d'événements, la volonté d'événements, la volonté d'événements. Certes, l'histoire ne peut naturellement émettre un manque de confiance dans la politique allemande, mais elle ne peut pas non plus se souvenir du traité de 2 milliards de francs, de la participation à la guerre, la République fédérale et qui n'a produit, en Italie, aucun effet structurel. On ne peut pas non plus constater le rôle dans le comportement du chancelier. Le recours à un tel type de comportement, la volonté d'événements, le fait que la politique maitrisée, la volonté d'événements, la volonté d'événements, la volonté d'événements, les deux effets politiques indirects.

Sous cet angle, la politique de

fondamentalement de celle de la France. Tous réunis, et qui de plus a longtemps été directement engagée sur l'autre bord de la Méditerranée, n'est donc pas tant dans leurs principes que dans leurs méthodes que se distinguent les politiques française et allemande dans cette zone. Les deux se rejoignent sur la politique méditerranéenne allemande, prioritaire : il s'agit des domaines de la coopération économique, de l'aspect économique d'un éventuel accord de libre-échange, de la prépondérance évidente : l'Italie, l'Espagne, la Turquie, la Grèce et le Portugal (qui ne sont pas des pays à fortes importations allemandes et pour 11,7 % de celui des exportations. La dimension européenne a conduit tous les deux à vouloir avant tout favoriser, chaque fois que cela était possible, l'entrée éventuelle aux pays méditerranéens dans l'aire de coopération atlantique des rives de la Méditerranée. L'orientation atlantique a amené Bonn à jouer, en tant que membre de

Les relations avec Lisbonne et Madrid

Si l'on prend l'exemple du Portugal, il est remarquable que le gouvernement fédéral n'a jamais eu de véritable crise de conscience. Il n'a jamais eu de véritable victoire définitive, comme l'a fait le gouvernement des Etats-Unis jusqu'en 1945. Le Portugal n'a pas, dès 1976, livré au Portugal des élections de combat, livrées à l'opposition, comme l'a fait l'Espagne. Tandis que le danger d'une dictature militaire n'est pas, en Espagne, en hommes politiques portugais, en particulier M. Soares — soit toujours l'absence d'un véritable danger d'un contre-allemagne sans aucun doute, l'attitude américaine s'est rapprochée de l'attitude britannique, le Portugal fédéral. Pour Bonn, la question cruciale est au Portugal celle du rôle de la révolution, celle de la voie de l'évolution politique (il en va un peu différemment pour l'Espagne, où la révolution est toujours dirigée de Bonn étaient prêts à soutenir l'inspiration de M. Soares, mais l'inspiration de M. Soares, la nationalisation, bien que l'importance économique de la révolution fédérale (dans la balance commerciale) n'est pas la même, mais elle est tout à fait et toujours grande.

Il semble utile de mentionner ici une particularité de la politique extérieure de la coalition SPD-FDP, visible dans le cas particulier du Portugal et que l'on retrouve également à l'égard d'autres pays : dans les cas où la diplomatie officielle se doit d'être prudente, les hommes politiques du SPD ont pris les contacts en établissant des contacts directs avec les gouvernements concernés. C'est ainsi, par exemple, que les contacts entre M. Soares et M. Willy Brandt ont toujours été plus étroits que ceux noués entre les deux gouvernements.

Par PAUL NOACK *

l'alliance atlantique, un rôle de premier plan dans le conflit opposant durablement Ankara à Athènes. Par ailleurs, le besoin fondamental de sécurité ressentit en Allemagne fédérale motiva l'appréciation très positive de Bonn lors de l'accroissement de la présence française en Méditerranée occidentale, compte tenu de la diminution de celle des Etats-Unis et de la quasi-absence de la Grande-Bretagne.

La politique méditerranéenne de la République fédérale se distingue de l'Ostpolitik et de sa politique Nord-Sud sur un point fondamental : elle n'a aucune conception, *a priori*, des relations qui devraient exister entre les différents Etats de la région. Il en va d'ailleurs de même pour les autres Etats occidentaux. N'y a-t-il pas, cependant, dans leurs politiques, des nuances significatives ?

Paris et Madrid

Se servir d'instruments économiques comme moyens d'influence politique est tout à fait dans la ligne de la politique allemande : cette constatation se vérifie également dans le cas de l'Espagne. La mort

ment espagnol. La République fédérale a toujours manifesté un certain intérêt pour l'Espagne, mais sa vie politique à Madrid, car elle a confiance dans le développement graduel et constant de la démocratie, l'Espagne a l'air d'être en train de prendre une position médiane : elle ne partage ni l'hostilité dont font preuve encore aujourd'hui les États-Unis, ni l'indifférence américaine qui voudrait favoriser la rapide intégration de l'Espagne dans les structures militaires occidentales.

L'adhésion éventuelle de Madrid aux Communautés européennes a bénéficié de l'appui sans réserve du chancelier Schmidt, mais Bonn n'a ni bien vu ni compris

L'évolution

CETTE position de principe vaut également pour l'Italie, d'autant plus que ce pays détient une position importante en tant que membre des Communautés européennes et partenaire commercial du premier plan [dans la balance commerciale allemande, l'Italie occupe la troisième place pour les importations et la quatrième pour les exportations]. A côté des déclarations de M. Schmidt, celles de M. Ciriaco De Mita, chef

L'évolution de l'Italie

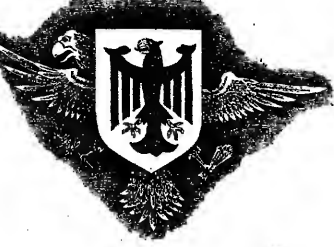
Allemagne fédérale, l'impression que les élections de juin constitueront un sérieux danger pour les chrétiens-démocrates italiens. Il ne fait pas de doute que le gouvernement de M. Schmitz a nourri un scepticisme à l'égard de la « solution communiste ». La préservation du système politique italien a été cependant plus importante pour lui qu'une éventuelle victoire communiste au gouvernement bien que, en ce qui concerne les problèmes qui pourraient en résulter dans l'OTAN, les Allemands réclament de manière insistante une alliance avec les hommes politiques américains. Ce que réclament au fond tacitement Bonn, c'est que la constitution d'un gouvernement de gauche ne soit l'œuvre d'extrême gauche ne paralyse pas la réalisation d'un système fondé sur la pluralité des partis, la liberté des élections et le bon fonctionnement du pays. Par conséquent,

On sait très bien, à Bonn, que des déclarations aussi ouvertes que celles faites par M. Schmidt ne sauront pas être prises au sérieux par les Français. C'est pourquoi le chancelier fédéral doit dire, aujourd'hui, tout ce qu'il pense sur la situation internationale et les problèmes sociaux-communautaires.

Si l'on peut supposer que les positions fondamentales de Bonn et de Berlin sont les mêmes, il n'en est pas de même de leurs relations avec la France. C'est ce qui explique, d'ailleurs, que le chancelier fédéral s'est toujours efforcé d'éviter toute expatriation du conflit franco-allemand, de ne pas se laisser démarquer le flanc sud de l'alliance atlantique. Les visites que le chancelier a effectuées en France, en l'année 1976 et à l'automne, et fin mai à Ankara, sont un signe évident de la volonté de Bonn de ne pas se laisser emporter à l'arrière-pensée des deux pays.

[Lire la suite page 14.]

(Lire la suite page 14.)



(Dessin de JULEM.

« Professeur à l'université de Munich.

d'une si grande publicité, ne devrait-on pas garder en vue celles d'avril 1976 par lesquelles il constatait une participation communiste au gouvernement italien comme « loin d'être une catastrophe » ? Si les déclarations de juillet constituaient une « immixtion », c'est seulement dans la mesure où régnait, en

Hormis la grande discussion sur les « querelles offensantes », la demande de Bonn apparaît également dans la rumeur qui consiste à favoriser et à retarder la mise en œuvre de la « coopération politique européenne » à la conférence pour les livres numismatiques de 1970. On a pu constater que la rumeur de New York... qui devait de plus en plus se limiter également à ce sujet et surtout à travers la publication de déclarations fausses et d'entre part par la recherche de la vérité conduisant à l'éclaircissement de la situation. On a pu constater que la rumeur de New York... qui devait de plus en plus se limiter également à ce sujet et surtout à travers la publication de déclarations fausses et d'entre part par la recherche de la vérité conduisant à l'éclaircissement de la situation.

L'image rustro-allemande d'ans Allemagne
quille qui se contente à New-York d'
profil pourrait bien, dans un proche
perdre l'essentiel de ses contours. En e
partir du 1^{er} janvier 1977 et pour une
de deux ans, la République fédérale se
de la loi. C'est la République d'Allemagne

son permeant du Conseil de l'Europe, l'art. 24 de la charte de la ville confère « la responsabilité prioritaire de la police et de la sécurité ». A la surprise de certains, les agents de Boux se sont vus offrir un témoignage de fierté comme d'une emporis particulière, l'impression — ou moins d'être gênés par la perspective d'une solubilité accrue et surtout de ne pas de provoquer, lors des opérations de position, irritation et répugnance.

L'accès au Conseil de sécurité

LA gravité et la sensibilité de ce qui seront selon toute vraisemblance les thèmes de la semaine des septillages d'être marmosés et de l'Israël-arabe, problèmes de l'Afrique du Sud, lutte contre le terrorisme, devraient même permettre de promouvoir un quelconque événement de la semaine de la culture. Il devrait plutôt redonner l'air à la culture, le contrepoint du conseil suprême des Nations Unies, place infiniment plus « exposée » à un large forum de concertation.

Certains observateurs estiment que le Conseil de sécurité aura du mal à obliger l'Allemagne fédérale à cette position, dans l'O

carité, auquel Nations unies oale du malin- té internatio- rns, les dirin- es de tout e tout signe ment plutôt iellement — d'une respon- que grandis- sseurs prises atio.

grands thèmes
ambulance in-
conseil et sus-
soutenue l'effort
hodés et de
proposés, les
le gouvernement
tirer de cette
grosse politique ;
mesur : qui lui
occuper, dans
s'attire, me
qu'au sein
de la non-contre-querre

Il est en fait plus usura de son poids que la production mondiale pour d'une disproportion

problème mojeur qui se
celui du conflit Nord-Sed
on vision positive, du
les pays industrialisés
monde en état de sous-
paraît évident que le
gan Apartheid, ober für
partheid, mais pour le
ins en mais considérée
91, et que le troisième
du monde devra jouer
f dans la réforme inévi-
économique international

de la R.F.A. au Conseil
différentement provoqué
diverses politiques entre
chancelier Schmidt et
du parti chrétien-démocrate. Pour
une année plus tard,
de l'ONU, M. Ahelein,
C.D.U. pour les ques-
sions récemment deman-
dée à remonter et se place
dans une position d'inter-
Allemands ex seipso, d'un
Allemand. Cette proposition,
des retombées de la
le 1^{er} février 1976, ne consti-
tue, qu'une réinterpréta-
tion de doctrine Hall-

Deutsche
die Mitt
op. cit., p.
(12) C
Verleuten
meine Ze

tribution au budget de l'ONU et des missions spécialisées s'élève à 7,1 % du total (ce qui représente la traînardrière les Etats-Unis avec 25 %, l'URSS soviétique avec 14,2 % du budget) ; la proportion de ses nationaux dans le personnel administratif du secrétariat général est de 2,6 % sur l'ensemble des hauts fonctionnaires employés par celui-ci (12).

contester le caractère judiciaire de leur existence seule montre que la fédération se prépare à être, dans les Communautés européennes, le la fois moins conciliant et plus dur le passé : sa récente initiative d'élaboration d'une convention internationale des terroristes apparaît comme une telle voie.

THOMAS BRUNS.

[illegible]

● **CHILI 76** : Dans ce document publié par les Amistades franco-chiliennes, trois Chiliens ayant occupé de 1973 à 1976 des fonctions importantes dans l'Etat populaire s'expriment sur la situation actuelle au Chili. Jacques Chénier, ancien ministre de l'Education (Objectifs déclarés de la junte, politique achevée de ses principaux objectifs, le rôle de Marti-Francis, ancien ministre du plan (Réalités de la politique économique depuis septembre 1973, la situation des politiques économiques de Frei et Valente) et Armando Uribe, ancien ministre de l'Industrie (La situation de la junte et droit international). Ces trois fondés sont complétés par des analyses de la situation actuelle au Chili. Avec le Chili de Pinochet, l'appartenance Charles Condamin, ancien ministre de l'Industrie et du Commerce du Chili. Enfin un texte de la Fédération protestante de France sous la signature de René Lemaire, ancien député Peugeot-Renault, et de Jean Amistades (Franco-chiliennes). P. P. 139, 75263 Paris, code 66J.

LA POLOGNE à l'épreuve

De profondes secousses sociales
jalonnent les progrès économiques
d'un pays malmené par l'histoire
et profondément attaché
à ses traditions

Reportage de MAURICE T. MASCHINO et FADÉLA M'RABET



(Suite de la page 19.)

La scène est quotidienne, et la viande, ou plutôt son insuffisance, constitue le plat de résistance de bien des conversations. Certes, la Pologne en consommait 16 kilos de plus qu'en 1970 : environ 65 kilos par personne et par an (180 grammes par jour), soit 30 kilos de moins que les Français, de plus que les Espagnols et à peu près autant que les Hollandais et les Danois. Mais, malgré son prix élevé (55 à 65 ctyls le kilo), les achats sont faibles.

Pour éliminer la pénurie, il suffirait que le gouvernement — qui exporte 55 % de la production — accroisse de 10 % ses fournitures au marché. Le circuit des Poles n'ignorent, qui occupent plus souvent la scène que le désordre des circuits de distribution qu'un choix économique. En attendant que soient construits les six complexes de viande et les cinq de charcuterie prévus par le prochain plan (ce qui accroît la production de viande de 600 000 tonnes), ils s'ingénient à satisfaire autrement leurs besoins.

Les surprises du marché

C'est mardi-là, tandis que Magda sortait du supermarché, un homme, à plusieurs reprises, la dépassa : « Fait de vous, c'est-à-dire de vous », murmura-t-il discrètement. Poyan-aboteur d'indicateur de bêtes non déclarées ? Revendeur ? Le coffre de sa Fiat-126 regorgait de marchandises tout frois. Mais Magda n'en acheta pas : dans l'immeuble où elle habite, et où personne n'est et à quelques dizaines de mètres, de vieilles femmes approuvent régulièrement à leurs clients des morceaux tout aussi appétissants.

Il arrive encore qu'un marchand d'une course où l'on ne trouve pas ce qu'on cherche on découvre ce qu'on ne cherche pas. « Volez-vous de la viande ? », lui demanda à la fois Magda la femme de son cordonnier, Magda elle-même, un jour, accompagnée une amie à la clinique ; par extraordinaire, la amie était médecin, dans un angle, médecins et infirmières décapant sur une petite table un morceau de bœuf qu'un client reconnaissable vient d'acheter. Notre amie le regarda avec envie : « Peut-être en volez-vous une trousse ? », lui demanda un médecin. Les insuffisances du marché régulier ont donc naissance à un autre marché, qu'on hésite à appeler « noir » tant il est intégré dans les mœurs et parait, à l'heure actuelle, l'indispensable complément de l'autre.

Pourtant, Słowka Z., est contre : militant du parti, il aspire à la justice sociale. Mais voit-il attendre dix jours, peut-être quinze, pour recevoir sa bouteille de gaz butane ? Comme convenu avec le livreur, il arrache donc un petit chiffon rouge à la boutique de son voisin. Le jour même, il est servi. Et soulagé de 1 500 zlotys ou l'ieu de 104.

Vaut-il, en hiver, du charbon ? Il procède de la même façon ; et s'il désire, au printemps, faire courir l'herbe de son jardin, il suspend un foulard vert : l'employé municipal le service dans le quartier change immédiatement la direction de son tondeuse ; 30 minutes après, il redresse le cap, riche de 250 zlotys, et souvent cent, de satisfaire les besoins les plus immédiats, il est tout aussi capable d'effectuer un achat plus important. Au « Centrum » de Varsovie, les royaux d'habillage sont approvisionnés de façon régulière : on y trouve du mola d'où ont monté d'hiver et des pulls (Magda s'en achète un, à 250 zlotys, qu'elle cherche en vain (à son dernier), des robes en laine et des costumes (2 500-3 000 zlotys), d'où l'on voit coupés et de qualité médiocre, mais les chemises manquent. Quant aux « jeans » — qui, depuis qu'on les fabrique, ont cessé, comme le Coca-Cola, de passer par des produits d'importation, l'entreprise, pour s'en procurer, beaucoup d'ingénierie au point de vue technique : la queue, qui finit ou deuxième étage, commence dans les sous-sols.

On se bouscule moins au rayon chaussures : « Elles sont tellement nombreuses que la population les brade », dit-il, et il désigne, dans le rayon, des chaussures à 50 zlotys, à 100 zlotys, à 150 zlotys, à 200 zlotys, à 250 zlotys, à 300 zlotys, à 350 zlotys, à 400 zlotys, à 450 zlotys, à 500 zlotys, à 550 zlotys, à 600 zlotys, à 650 zlotys, à 700 zlotys, à 750 zlotys, à 800 zlotys, à 850 zlotys, à 900 zlotys, à 950 zlotys, à 1 000 zlotys, à 1 050 zlotys, à 1 100 zlotys, à 1 150 zlotys, à 1 200 zlotys, à 1 250 zlotys, à 1 300 zlotys, à 1 350 zlotys, à 1 400 zlotys, à 1 450 zlotys, à 1 500 zlotys, à 1 550 zlotys, à 1 600 zlotys, à 1 650 zlotys, à 1 700 zlotys, à 1 750 zlotys, à 1 800 zlotys, à 1 850 zlotys, à 1 900 zlotys, à 1 950 zlotys, à 2 000 zlotys, à 2 050 zlotys, à 2 100 zlotys, à 2 150 zlotys, à 2 200 zlotys, à 2 250 zlotys, à 2 300 zlotys, à 2 350 zlotys, à 2 400 zlotys, à 2 450 zlotys, à 2 500 zlotys, à 2 550 zlotys, à 2 600 zlotys, à 2 650 zlotys, à 2 700 zlotys, à 2 750 zlotys, à 2 800 zlotys, à 2 850 zlotys, à 2 900 zlotys, à 2 950 zlotys, à 3 000 zlotys, à 3 050 zlotys, à 3 100 zlotys, à 3 150 zlotys, à 3 200 zlotys, à 3 250 zlotys, à 3 300 zlotys, à 3 350 zlotys, à 3 400 zlotys, à 3 450 zlotys, à 3 500 zlotys, à 3 550 zlotys, à 3 600 zlotys, à 3 650 zlotys, à 3 700 zlotys, à 3 750 zlotys, à 3 800 zlotys, à 3 850 zlotys, à 3 900 zlotys, à 3 950 zlotys, à 4 000 zlotys, à 4 050 zlotys, à 4 100 zlotys, à 4 150 zlotys, à 4 200 zlotys, à 4 250 zlotys, à 4 300 zlotys, à 4 350 zlotys, à 4 400 zlotys, à 4 450 zlotys, à 4 500 zlotys, à 4 550 zlotys, à 4 600 zlotys, à 4 650 zlotys, à 4 700 zlotys, à 4 750 zlotys, à 4 800 zlotys, à 4 850 zlotys, à 4 900 zlotys, à 4 950 zlotys, à 5 000 zlotys, à 5 050 zlotys, à 5 100 zlotys, à 5 150 zlotys, à 5 200 zlotys, à 5 250 zlotys, à 5 300 zlotys, à 5 350 zlotys, à 5 400 zlotys, à 5 450 zlotys, à 5 500 zlotys, à 5 550 zlotys, à 5 600 zlotys, à 5 650 zlotys, à 5 700 zlotys, à 5 750 zlotys, à 5 800 zlotys, à 5 850 zlotys, à 5 900 zlotys, à 5 950 zlotys, à 6 000 zlotys, à 6 050 zlotys, à 6 100 zlotys, à 6 150 zlotys, à 6 200 zlotys, à 6 250 zlotys, à 6 300 zlotys, à 6 350 zlotys, à 6 400 zlotys, à 6 450 zlotys, à 6 500 zlotys, à 6 550 zlotys, à 6 600 zlotys, à 6 650 zlotys, à 6 700 zlotys, à 6 750 zlotys, à 6 800 zlotys, à 6 850 zlotys, à 6 900 zlotys, à 6 950 zlotys, à 7 000 zlotys, à 7 050 zlotys, à 7 100 zlotys, à 7 150 zlotys, à 7 200 zlotys, à 7 250 zlotys, à 7 300 zlotys, à 7 350 zlotys, à 7 400 zlotys, à 7 450 zlotys, à 7 500 zlotys, à 7 550 zlotys, à 7 600 zlotys, à 7 650 zlotys, à 7 700 zlotys, à 7 750 zlotys, à 7 800 zlotys, à 7 850 zlotys, à 7 900 zlotys, à 7 950 zlotys, à 8 000 zlotys, à 8 050 zlotys, à 8 100 zlotys, à 8 150 zlotys, à 8 200 zlotys, à 8 250 zlotys, à 8 300 zlotys, à 8 350 zlotys, à 8 400 zlotys, à 8 450 zlotys, à 8 500 zlotys, à 8 550 zlotys, à 8 600 zlotys, à 8 650 zlotys, à 8 700 zlotys, à 8 750 zlotys, à 8 800 zlotys, à 8 850 zlotys, à 8 900 zlotys, à 8 950 zlotys, à 9 000 zlotys, à 9 050 zlotys, à 9 100 zlotys, à 9 150 zlotys, à 9 200 zlotys, à 9 250 zlotys, à 9 300 zlotys, à 9 350 zlotys, à 9 400 zlotys, à 9 450 zlotys, à 9 500 zlotys, à 9 550 zlotys, à 9 600 zlotys, à 9 650 zlotys, à 9 700 zlotys, à 9 750 zlotys, à 9 800 zlotys, à 9 850 zlotys, à 9 900 zlotys, à 9 950 zlotys, à 10 000 zlotys, à 10 050 zlotys, à 10 100 zlotys, à 10 150 zlotys, à 10 200 zlotys, à 10 250 zlotys, à 10 300 zlotys, à 10 350 zlotys, à 10 400 zlotys, à 10 450 zlotys, à 10 500 zlotys, à 10 550 zlotys, à 10 600 zlotys, à 10 650 zlotys, à 10 700 zlotys, à 10 750 zlotys, à 10 800 zlotys, à 10 850 zlotys, à 10 900 zlotys, à 10 950 zlotys, à 11 000 zlotys, à 11 050 zlotys, à 11 100 zlotys, à 11 150 zlotys, à 11 200 zlotys, à 11 250 zlotys, à 11 300 zlotys, à 11 350 zlotys, à 11 400 zlotys, à 11 450 zlotys, à 11 500 zlotys, à 11 550 zlotys, à 11 600 zlotys, à 11 650 zlotys, à 11 700 zlotys, à 11 750 zlotys, à 11 800 zlotys, à 11 850 zlotys, à 11 900 zlotys, à 11 950 zlotys, à 12 000 zlotys, à 12 050 zlotys, à 12 100 zlotys, à 12 150 zlotys, à 12 200 zlotys, à 12 250 zlotys, à 12 300 zlotys, à 12 350 zlotys, à 12 400 zlotys, à 12 450 zlotys, à 12 500 zlotys, à 12 550 zlotys, à 12 600 zlotys, à 12 650 zlotys, à 12 700 zlotys, à 12 750 zlotys, à 12 800 zlotys, à 12 850 zlotys, à 12 900 zlotys, à 12 950 zlotys, à 13 000 zlotys, à 13 050 zlotys, à 13 100 zlotys, à 13 150 zlotys, à 13 200 zlotys, à 13 250 zlotys, à 13 300 zlotys, à 13 350 zlotys, à 13 400 zlotys, à 13 450 zlotys, à 13 500 zlotys, à 13 550 zlotys, à 13 600 zlotys, à 13 650 zlotys, à 13 700 zlotys, à 13 750 zlotys, à 13 800 zlotys, à 13 850 zlotys, à 13 900 zlotys, à 13 950 zlotys, à 14 000 zlotys, à 14 050 zlotys, à 14 100 zlotys, à 14 150 zlotys, à 14 200 zlotys, à 14 250 zlotys, à 14 300 zlotys, à 14 350 zlotys, à 14 400 zlotys, à 14 450 zlotys, à 14 500 zlotys, à 14 550 zlotys, à 14 600 zlotys, à 14 650 zlotys, à 14 700 zlotys, à 14 750 zlotys, à 14 800 zlotys, à 14 850 zlotys, à 14 900 zlotys, à 14 950 zlotys, à 15 000 zlotys, à 15 050 zlotys, à 15 100 zlotys, à 15 150 zlotys, à 15 200 zlotys, à 15 250 zlotys, à 15 300 zlotys, à 15 350 zlotys, à 15 400 zlotys, à 15 450 zlotys, à 15 500 zlotys, à 15 550 zlotys, à 15 600 zlotys, à 15 650 zlotys, à 15 700 zlotys, à 15 750 zlotys, à 15 800 zlotys, à 15 850 zlotys, à 15 900 zlotys, à 15 950 zlotys, à 16 000 zlotys, à 16 050 zlotys, à 16 100 zlotys, à 16 150 zlotys, à 16 200 zlotys, à 16 250 zlotys, à 16 300 zlotys, à 16 350 zlotys, à 16 400 zlotys, à 16 450 zlotys, à 16 500 zlotys, à 16 550 zlotys, à 16 600 zlotys, à 16 650 zlotys, à 16 700 zlotys, à 16 750 zlotys, à 16 800 zlotys, à 16 850 zlotys, à 16 900 zlotys, à 16 950 zlotys, à 17 000 zlotys, à 17 050 zlotys, à 17 100 zlotys, à 17 150 zlotys, à 17 200 zlotys, à 17 250 zlotys, à 17 300 zlotys, à 17 350 zlotys, à 17 400 zlotys, à 17 450 zlotys, à 17 500 zlotys, à 17 550 zlotys, à 17 600 zlotys, à 17 650 zlotys, à 17 700 zlotys, à 17 750 zlotys, à 17 800 zlotys, à 17 850 zlotys, à 17 900 zlotys, à 17 950 zlotys, à 18 000 zlotys, à 18 050 zlotys, à 18 100 zlotys, à 18 150 zlotys, à 18 200 zlotys, à 18 250 zlotys, à 18 300 zlotys, à 18 350 zlotys, à 18 400 zlotys, à 18 450 zlotys, à 18 500 zlotys, à 18 550 zlotys, à 18 600 zlotys, à 18 650 zlotys, à 18 700 zlotys, à 18 750 zlotys, à 18 800 zlotys, à 18 850 zlotys, à 18 900 zlotys, à 18 950 zlotys, à 19 000 zlotys, à 19 050 zlotys, à 19 100 zlotys, à 19 150 zlotys, à 19 200 zlotys, à 19 250 zlotys, à 19 300 zlotys, à 19 350 zlotys, à 19 400 zlotys, à 19 450 zlotys, à 19 500 zlotys, à 19 550 zlotys, à 19 600 zlotys, à 19 650 zlotys, à 19 700 zlotys, à 19 750 zlotys, à 19 800 zlotys, à 19 850 zlotys, à 19 900 zlotys, à 19 950 zlotys, à 20 000 zlotys, à 20 050 zlotys, à 20 100 zlotys, à 20 150 zlotys, à 20 200 zlotys, à 20 250 zlotys, à 20 300 zlotys, à 20 350 zlotys, à 20 400 zlotys, à 20 450 zlotys, à 20 500 zlotys, à 20 550 zlotys, à 20 600 zlotys, à 20 650 zlotys, à 20 700 zlotys, à 20 750 zlotys, à 20 800 zlotys, à 20 850 zlotys, à 20 900 zlotys, à 20 950 zlotys, à 21 000 zlotys, à 21 050 zlotys, à 21 100 zlotys, à 21 150 zlotys, à 21 200 zlotys, à 21 250 zlotys, à 21 300 zlotys, à 21 350 zlotys, à 21 400 zlotys, à 21 450 zlotys, à 21 500 zlotys, à 21 550 zlotys, à 21 600 zlotys, à 21 650 zlotys, à 21 700 zlotys, à 21 750 zlotys, à 21 800 zlotys, à 21 850 zlotys, à 21 900 zlotys, à 21 950 zlotys, à 22 000 zlotys, à 22 050 zlotys, à 22 100 zlotys, à 22 150 zlotys, à 22 200 zlotys, à 22 250 zlotys, à 22 300 zlotys, à 22 350 zlotys, à 22 400 zlotys, à 22 450 zlotys, à 22 500 zlotys, à 22 550 zlotys, à 22 600 zlotys, à 22 650 zlotys, à 22 700 zlotys, à 22 750 zlotys, à 22 800 zlotys, à 22 850 zlotys, à 22 900 zlotys, à 22 950 zlotys, à 23 000 zlotys, à 23 050 zlotys, à 23 100 zlotys, à 23 150 zlotys, à 23 200 zlotys, à 23 250 zlotys, à 23 300 zlotys, à 23 350 zlotys, à 23 400 zlotys, à 23 450 zlotys, à 23 500 zlotys, à 23 550 zlotys, à 23 600 zlotys, à 23 650 zlotys, à 23 700 zlotys, à 23 750 zlotys, à 23 800 zlotys, à 23 850 zlotys, à 23 900 zlotys, à 23 950 zlotys, à 24 000 zlotys, à 24 050 zlotys, à 24 100 zlotys, à 24 150 zlotys, à 24 200 zlotys, à 24 250 zlotys, à 24 300 zlotys, à 24 350 zlotys, à 24 400 zlotys, à 24 450 zlotys, à 24 500 zlotys, à 24 550 zlotys, à 24 600 zlotys, à 24 650 zlotys, à 24 700 zlotys, à 24 750 zlotys, à 24 800 zlotys, à 24 850 zlotys, à 24 900 zlotys, à 24 950 zlotys, à 25 000 zlotys, à 25 050 zlotys, à 25 100 zlotys, à 25 150 zlotys, à 25 200 zlotys, à 25 250 zlotys, à 25 300 zlotys, à 25 350 zlotys, à 25 400 zlotys, à 25 450 zlotys, à 25 500 zlotys, à 25 550 zlotys, à 25 600 zlotys, à 25 650 zlotys, à 25 700 zlotys, à 25 750 zlotys, à 25 800 zlotys, à 25 850 zlotys, à 25 900 zlotys, à 25 950 zlotys, à 26 000 zlotys, à 26 050 zlotys, à 26 100 zlotys, à 26 150 zlotys, à 26 200 zlotys, à 26 250 zlotys, à 26 300 zlotys, à 26 350 zlotys, à 26 400 zlotys, à 26 450 zlotys, à 26 500 zlotys, à 26 550 zlotys, à 26 600 zlotys, à 26 650 zlotys, à 26 700 zlotys, à 26 750 zlotys, à 26 800 zlotys, à 26 850 zlotys, à 26 900 zlotys, à 26 950 zlotys, à 27 000 zlotys, à 27 050 zlotys, à 27 100 zlotys, à 27 150 zlotys, à 27 200 zlotys, à 27 250 zlotys, à 27 300 zlotys, à 27 350 zlotys, à 27 400 zlotys, à 27 450 zlotys, à 27 500 zlotys, à 27 550 zlotys, à 27 600 zlotys, à 27 650 zlotys, à 27 700 zlotys, à 27 750 zlotys, à 27 800 zlotys, à 27 850 zlotys, à 27 900 zlotys, à 27 950 zlotys, à 28 000 zlotys, à 28 050 zlotys, à 28 100 zlotys, à 28 150 zlotys, à 28 200 zlotys, à 28 250 zlotys, à 28 300 zlotys, à 28 350 zlotys, à 28 400 zlotys, à 28 450 zlotys, à 28 500 zlotys, à 28 550 zlotys, à 28 600 zlotys, à 28 650 zlotys, à 28 700 zlotys, à 28 750 zlotys, à 28 800 zlotys, à 28 850 zlotys, à 28 900 zlotys, à 28 950 zlotys, à 29 000 zlotys, à 29 050 zlotys, à 29 100 zlotys, à 29 150 zlotys, à 29 200 zlotys, à 29 250 zlotys, à 29 300 zlotys, à 29 350 zlotys, à 29 400 zlotys, à 29 450 zlotys, à 29 500 zlotys, à 29 550 zlotys, à 29 600 zlotys, à 29 650 zlotys, à 29 700 zlotys, à 29 750 zlotys, à 29 800 zlotys, à 29 850 zlotys, à 29 900 zlotys, à 29 950 zlotys, à 30 000 zlotys, à 30 050 zlotys, à 30 100 zlotys, à 30 150 zlotys, à 30 200 zlotys, à 30 250 zlotys, à 30 300 zlotys, à 30 350 zlotys, à 30 400 zlotys, à 30 450 zlotys, à 30 500 zlotys, à 30 550 zlotys, à 30 600 zlotys, à 30 650 zlotys, à 30 700 zlotys, à 30 750 zlotys, à 30 800 zlotys, à 30 850 zlotys, à 30 900 zlotys, à 30 950 zlotys, à 31 000 zlotys, à 31 050 zlotys, à 31 100 zlotys, à 31 150 zlotys, à 31 200 zlotys, à 31 250 zlotys, à 31 300 zlotys, à 31 350 zlotys, à 31 400 zlotys, à 31 450 zlotys, à 31 500 zlotys, à 31 550 zlotys, à 31 600 zlotys, à 31 650 zlotys, à 31 700 zlotys, à 31 750 zlotys, à 31 800 zlotys, à 31 850 zlotys, à 31 900 zlotys, à 31 950 zlotys, à 32 000 zlotys, à 32 050 zlotys, à 32 100 zlotys, à 32 150 zlotys, à 32 200 zlotys, à 32 250 zlotys, à 32 300 zlotys, à 32 350 zlotys, à 32 400 zlotys, à 32 450 zlotys, à 32 500 zlotys, à 32 550 zlotys, à 32 600 zlotys, à 32 650 zlotys, à 32 700 zlotys, à 32 750 zlotys, à 32 800 zlotys, à 32 850 zlotys, à 32 900 zlotys, à 32 950 zlotys, à 33 000 zlotys, à 33 050 zlotys, à 33 100 zlotys, à 33 150 zlotys, à 33 200 zlotys, à 33 250 zlotys, à 33 300 zlotys, à 33 350 zlotys, à 33 400 zlotys, à 33 450 zlotys, à 33 500 zlotys, à 33 550 zlotys, à 33 600 zlotys, à 33 650 zlotys, à 33 700 zlotys, à 33 750 zlotys, à 33 800 zlotys, à 33 850 zlotys, à 33 900 zlotys, à 33 950 zlotys, à 34 000 zlotys, à 34 050 zlotys, à 34 100 zlotys, à 34 150 zlotys, à 34 200 zlotys, à 34 250 zlotys, à 34 300 zlotys, à 34 350 zlotys, à 34 400 zlotys, à 34 450 zlotys, à 34 500 zlotys, à 34 550 zlotys, à 34 600 zlotys, à 34 650 zlotys, à 34 700 zlotys, à 34 750 zlotys, à 34 800 zlotys, à 34 850 zlotys, à 34 900 zlotys, à 34 950 zlotys, à 35 000 zlotys, à 35 050 zlotys, à 35 100 zlotys, à 35 150 zlotys, à 35 200 zlotys, à 35 250 zlotys, à 35 300 zlotys, à 35 350 zlotys, à 35 400 zlotys, à 35 450 zlotys, à 35 500 zlotys, à 35 550 zlotys, à 35 600 zlotys, à 35 650 zlotys, à 35 700 zlotys, à 35 750 zlotys, à 35 800 zlotys, à 35 850 zlotys, à 35 900 zlotys, à 35 950 zlotys, à 36 000 zlotys, à 36 050 zlotys, à 36 100 zlotys, à 36 150 zlotys, à 36 200 zlotys, à 36 250 zlotys, à 36 300 zlotys, à 36 350 zlotys, à 36 400 zlotys, à 36 450 zlotys, à 36 500 zlotys, à 36 550 zlotys, à 36 600 zlotys, à 36 650 zlotys, à 36 700 zlotys, à 36 750 zlotys, à 36 800 zlotys, à 36 850 zlotys, à 36 900 zlotys, à 36 950 zlotys, à 37 000 zlotys, à 37 050 zlotys, à 37 100 zlotys, à 37 150 zlotys, à 37 200 zlotys, à 37 250 zlotys, à 37 300 zlotys, à 37 350 zlotys, à 37 400 zlotys, à 37 450 zlotys, à 37 500 zlotys, à 37 550 zlotys, à 37 600 zlotys, à 37 650 zlotys, à 37 700 zlotys, à 37 750 zlotys, à 37 800 zlotys, à 37 850 zlotys, à 37 900 zlotys, à 37 950 zlotys, à 38 000 zlotys, à 38 050 zlotys, à 38 100 zlotys, à 38 150 zlotys, à 38 200 zlotys, à 38 250 zlotys, à 38 300 zlotys, à 38 350 zlotys, à 38 400 zlotys, à 38 450 zlotys, à 38 500 zlotys, à 38 550 zlotys, à 38 600 zlotys, à 38 650 zlotys, à 38 700 zlotys, à 38 750 zlotys, à 38 800 zlotys, à 38 850 zlotys, à 38 900 zlotys, à 38 950 zlotys, à 39 000 zlotys, à 39 050 zlotys, à 39 100 zlotys, à 39 150 zlotys, à 39 200 zlotys, à 39 250 zlotys, à 39 300 zlotys, à 39 350 zlotys, à 39 400 zlotys, à 39 450 zlotys, à 39 500 zlotys, à 39 550 zlotys, à 39 600 zlotys, à 39 650 zlotys, à 39 700 zlotys, à 39 750 zlotys, à 39 800 zlotys, à 39 850 zlotys, à 39 900 zlotys, à 39 950 zlotys, à 40 000 zlotys, à 40 050 zlotys, à 40 100 zlotys, à 40 150 zlotys, à 40 200 zlotys, à 40 250 zlotys, à 40 300 zlotys, à 40 350 zlotys, à 40 400 zlotys, à 40 450 zlotys, à 40 500 zlotys, à 40 550 zlotys, à 40 600 zlotys, à 40 650 zlotys, à 40 700 zlotys, à 40 750 zlotys, à 40 800 zlotys, à 40 850 zlotys, à 40 900 zlotys, à 40 950 zlotys, à 41 000 zlotys, à 41 050 zlotys, à 41 100 zlotys, à 41 150 zlotys, à 41 200 zlotys, à 41 250 zlotys, à 41 300 zlotys, à 41 350 zlotys, à 41 400 zlotys, à 41 450 zlotys, à 41 500 zlotys, à 41 550 zlotys, à 41 600 zlotys, à 41 650 zlotys, à 41 700 zlotys, à 41 750 zlotys, à 41 800 zlotys, à 41 850 zlotys, à 41 900 zlotys, à 41 950 zlotys, à 42 000 zlotys, à 42 050 zlotys, à 42 100 zlotys, à 42 150 zlotys, à 42 200 zlotys, à 42 250 zlotys, à 42 300 zlotys, à 42 350 zlotys, à 42 400 zlotys, à 42 450 zlotys, à 42 500 zlotys, à 42 550 zlotys, à 42 600 zlotys, à 42 650 zlotys, à 42 700 zlotys, à 42 750 zlotys, à 42 800 zlotys, à 42 850 zlotys, à 42 900 zlotys, à 42 950 zlotys, à 43 000 zlotys, à 43 050 zlotys, à 43 100 zlotys, à 43 150 zlotys, à 43 200 zlotys, à 43 250 zlotys, à 43 300 zlotys, à 43 350 zlotys, à 43 400 zlotys, à 43 450 zlotys, à 43 500 zlotys, à 43 550 zlotys, à 43 600 zlotys, à 43 650 zlotys, à 43 700 zlotys, à 43 750 zlotys, à 43 800 zlotys, à 43 850 zlotys, à 43 900 zlotys, à 43 950 zlotys, à 44 000 zlotys, à 44 050 zlotys, à 44 100 zlotys, à 44 150 zlotys, à 44 200 zlotys, à 44 250 zlotys, à 44 300 zlotys, à 44 350 zlotys, à 44 400 zlotys, à 44 450 zlotys, à 44 500 zlotys, à 44 550 zlotys, à 44 600 zlotys, à 44 650 zlotys, à 44 700 zlotys, à 44 750 zlotys, à 44 800 zlotys, à 44 850 zlotys, à 44 900 zlotys, à 44 950 zlotys, à 45 000 zlotys, à 45 050 zlotys, à 45 100 zlotys, à 45 150 zlotys, à 45 200 zlotys, à 45 250 zlotys, à 45 300 zlotys, à 45 350 zlotys, à 45 400 zlotys, à 45 450 zlotys, à 45 500 zlotys, à 45 550 zlotys, à 45 600 zlotys, à 45 650 zlotys, à 45 700 zlotys, à 45 750 zlotys, à 45 800 zlotys, à 45 850 zlotys, à 45 900 zlotys, à 45 950 zlotys, à 46 000 zlotys, à 46 050 zlotys, à 46 100 zlotys, à 46 150 zlotys, à 46 200 zlotys, à 46 250 zlotys, à 46 300 zlotys, à 46 350 zlotys, à 46 400 zlotys, à 46 450 zlotys, à 46 500 zlotys, à 46 550 zlotys, à 46 600 zlotys, à 46 650 zlotys, à 46 700 zlotys, à 46 750 zlotys, à

L'ÉVACUATION DE LA BASE DE RAMASOON EN THAILANDE

Histoire d'une incompréhension et d'un faux pas

A LA veille de la date limite fixée pour le retrait définitif des forces américaines stationnées en Thaïlande, le premier ministre, M. Kuri, annonçait au cours d'une allocution télévisée un changement de politique qui visait à la fois à lui faire passer des voix aux élections, à apaiser ses voisins vietnamiens, laotiens et cambodgiens, à renouer le calme dans les universités et à s'appuyer le moral des militaires américains et de leurs employés thaï : la date limite à laquelle les dernières troupes américaines devaient être évacuées était reportée au 20 juillet 1978, soit quatre mois plus tard.

Pour tous les Thaïlandais, cette décision relevait du domaine de la politique intérieure. Elle était étonnante mais à ses principes généraux du moment : rétablir l'ordre, empêcher un coup d'État militaire et battre l'opposition lors des élections générales qui devaient avoir lieu le 4 avril. Car c'est seulement après ces élections, quand un nouveau cabinet — un cabinet de coalition — aurait été formé, que l'on connaîtrait le véritable politique du gouvernement thaïlandais.

À la fin du mois de janvier, la gauche thaïlandaise comprit que les autorités mili-

taires américaines étaient fermement décidées à dépasser le délai limite du 20 mars que le gouvernement thaïlandais leur avait fixé en un plus tôt. Les dernières unités combattantes avaient quitté le sol thaïlandais le 20 décembre 1975, mais les quatre mille cinq cents spécialistes et techniciens qui restaient stationnés en Thaïlande ne seraient pas tous évacués le 20 mars : les Américains avaient officiellement demandé l'autorisation d'un sursis d'un total de trois mille, répartie entre quatre postes principaux : la base aérienne d'Udorn, le centre de surveillance de Ramasoon, le centre de commandement de Chiang-mai et le poste d'observation aéronautique de Koh-Kho.

Le 4 février, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Anant Panyarachun, présentait à l'ambassadeur américain, M. Charles Whitehouse, une proposition en sept points sur laquelle il souhaitait un accord avec le personnel de base de Ramasoon, qui ont été à des informations hautement confidentielles, en retrouvant en prison avec des agents américains. Les négociations se poursuivraient sans discontinuer pendant toute la dernière semaine précédant le début de l'évacuation. En dépit de ces assurances, les Américains demandèrent qu'une partie des techniciens soient considérés comme appartenant au personnel de leur commandement ; mais M. Kuri, qui avait déjà dit que la Thaïlande ne tolérerait pas la présence de quatre mille « spécialistes » américains, refusa cette proposition. Plus tard, ne parvenant pas à convaincre les Américains qu'il était normal que tous les Thaïlandais soient évacués aux côtés de la base de Ramasoon, les Américains avaient donc définitivement échoué, après des années d'efforts répétés, à convaincre le gouvernement thaïlandais d'accepter officiellement la station de la base de Ramasoon en Thaïlande : ils ne purent que proposer que la date qui leur était impartie était trop tardive et qu'ils devaient plus tôt — « six mois au moins » — pour organiser l'évacuation. Les quatre mille évacués par M. Kuri représentaient donc un compromis.

Des privilèges à abolir

Le gouvernement thaïlandais, qui supporte très mal l'attitude à la souveraineté nationale qu'impose le veto des Américains de voir accorder l'immunité diplomatique aux membres de leurs services de renseignement, tenait à ce que les techniciens qui demeurent en Thaïlande soient placés sous la juridiction des lois thaïlandaises. Il exigeait également l'abolition de privilèges sociaux d'exemption fiscale dont les techniciens américains avaient jusqu'ici bénéficié. Si les Américains n'étaient plus à ces négociations, tous les G.I. stationnés dans le pays auraient été placés sous la juridiction des tribunaux thaïlandais, et par voie de conséquence passibles de séjours dans les prisons thaïlandaises s'ils étaient reconnus coupables de délits communs ou de crimes d'embarquement. Cela aurait également entraîné la fermeture des magasins spéciaux (les PX) où les services de l'armée (APO) subventionnés par le gouvernement américain. Déjà, auparavant, les dirigeants thaïlandais avaient obtenu certaines restrictions des privilèges fiscaux dont bénéficiaient les Américains en Thaïlande : ainsi, depuis le 1^{er} juin 1975, les civils employés en Thaïlande par le gouvernement américain avaient perdu le droit de ne travailler que les 15 jours d'absence de service de l'APO. Le 14 mars, l'ambassadeur Whitehouse soumettait au gouvernement thaïlandais une note de l'ambassadeur qui insistait sur la nécessité du maintien des privilèges fiscaux de l'ensemble des personnels militaires américains et demandait l'immunité diplomatique pour les employés des services spéciaux dont les fonctions de haute sécurité exigeaient qu'ils soient assurés.

Avéuglement et désillusion

Il était pourtant clair que le délai du 20 mars était trop court pour que les troupes américaines aient été évacuées de la Thaïlande. Mais, tout au long de l'année qui s'était écoulée à partir de la première formulation de cette politique, les Américains et le gouvernement thaïlandais s'étaient égarés : cette date là évacuait leurs bases du centre de la Thaïlande, d'Udorn, de Korat, de Mahachulalongkornrajavidyalakul et d'Udon. À tel point que, le 18 mars, le premier ministre Kuri déclara qu'il avait tout lieu de croire que les négociations engagées avec le gouvernement thaïlandais sur le question du maintien des trois mille techniciens américains en Thaïlande étaient « en route ». À ce moment même les Américains ne soupçonnaient pas que cette manœuvre d'évitement pouvait concerner la base aérienne d'Udorn — qui permet des liaisons commerciales entre les Philippines et Diego-Garcia —, les installations portuaires de la base navale de Sattahip et le centre de renseignements technologiques de Ramasoon. L'argument le plus fort que l'on pouvait entendre à l'appui de cette interprétation était relatif à Ramasoon. Car Ramasoon, contrairement aux autres bases qui étaient utilisées par les Américains, n'était autorisée qu'aux unités purement américaines. Les Américains étaient convaincus que le gouvernement thaïlandais souhaitait que le centre de surveillance pût servir les opérations, afin d'être en mesure de surveiller les mouvements des communistes dans les provinces vulnérables du nord-est de la Thaïlande.

De nombreux indices, administratifs ou simplement matériels, attestaient que les Américains considéraient Ramasoon bien au-delà du 20 mars : c'est ainsi, par exemple, qu'une série de cours de formation universitaire académique dispensés au G.I. en dehors des heures de service, débutés sur huit semaines, devait commencer le 22 mars. Des plans de construction à long terme ont été réalisés — des contrats ont même été passés — bien après que l'ordre d'un délai d'un an à l'évacuation des forces américaines ait été officiellement annoncé le 18 mars 1975, par le gouvernement thaïlandais. Commencée au mois de juillet 1975, la construction de deux vastes terrasses de bandes fut achevée en janvier 1978 ; mieux encore, une centrale

Par A.-C. CULBEAUX

quatre personnes environ — spectateurs ou joueurs — participaient à un rituel ethnique bien américain sur le terrain de base-ball de la base. La fin de la championnat du monde de Ramasoon. Vers 8 h 45, les officiers responsables de la base furent informés du passage à la télévision du premier ministre Kuri ; ils quittèrent sur-le-champ le match du base-ball et retournèrent dans la communication avec l'ambassade américaine à Bangkok et le quartier général de l'Agence de sécurité des armées (ASA) qui se trouve à Arlington, en Virginie. À 9 h 30, la grande décision était triviale-

Départs précipités

A TROIS heures du matin, le matériel ultra-secret de décryptage et de surveillance était emballé dans des caisses afin d'être évacués sans tarder par la voie des avions. Ne restait à la base que l'équipement nécessaire aux communications avec le quartier général d'Arlington. À 9 heures, les causes de l'incident étaient embourbées sur les canons qui devaient les transporter jusqu'à l'aéroport volant de la base d'Udorn. Entre-temps, des documents et des dossiers classés « confidentiel » ou « top secret » étaient recueillis à l'état de confusion et brûlés. Dès le dimanche après-midi, plusieurs centaines de soldats se voyaient offrir de se tenir prêts à certains dans la demie-heure — pour une évacuation immédiate en direction de la base aérienne de Clark dans les Philippines. Le dimanche soir, un premier contingent de cent-dix techniciens américains quitta Ramasoon ; quatre-vingt-dix autres furent évacués à leur tour au cours des vingt-quatre heures suivantes.

Aux termes du plan qui avait été approuvé par les hauts responsables de l'Agence de sécurité des armées (ASA) de l'Agence centrale de renseignement (N.S.A.), ces spécialistes devaient être transférés aux Philippines à leur retour d'un tour du monde en deux semaines. Le mercredi, trois cents techniciens avaient quitté la base. Le vendredi après-midi, au cours d'un bref entretien, le colonel J. D. Howard, commandant américain de la base, annonçait éva-

blement pris : fermer la base, emballer le matériel et voler les lieux. À minuit, la vaste assemblée de surveillance stratégique avait cessé de fonctionner. Les immenses salles de béton et d'acier qui formaient une arène de 100 mètres de diamètre en direction dans la nuit, immobiles et sans vie, comme autant de monuments funéraires. Neuf millions de dollars de matériel réduits au prix du métal à la casse ; encore quelques mois peut-être et les fragments d'électronique seraient utilisés à réfléchir parabolique l'air et le son, sur le tas de ferraille, en bordure de la route, les carcasses pilotées des six hélicoptères de la base d'Udorn qui y hantait déjà.

Le plan d'évacuation établi par l'ASA avait subi un certain retard au milieu de la semaine pour deux raisons principales : les autorités thaïlandaises, qui comptaient bien hériter du matériel de communication que les Américains laissent derrière eux, s'alarmèrent de la rapidité et de l'extrême minutie avec laquelle les démonteurs laissent installations, et déclarèrent d'interdire l'accès de l'aéroport d'Udorn aux appareils de transport militaires. La réaction des responsables américains ne se fit pas attendre : ils dirigèrent quatre-vingt camions chargés de matériel vers le secteur d'Udorn-Sattahip, qui devaient y arriver le lendemain. Le second obstacle à l'évacuation immédiate des forces stationnées à Ramasoon fut le refus des militaires de transporter de troupes évacués. Il n'eurent donc qu'à attendre, puisque les Américains ne l'en avaient même pas évadé.

Les Américains ont cessé toutes leurs opérations militaires sur l'ensemble du territoire thaïlandais. Cette question en sous-tout deux autres : quel était l'intérêt de Ramasoon en tant que source de renseignements de haute technologie électronique ? Et quelle était sa valeur en tant que symbole de la présence américaine en Asie du Sud-Est ? Sur le plan strictement opérationnel, puisqu'il y a plus d'un million de combattants américains en Thaïlande, et puisque les Américains ont cessé toutes leurs opérations militaires sur l'ensemble du territoire thaïlandais, cette question en sous-tout deux autres : quel était l'intérêt de Ramasoon en tant que source de renseignements de haute technologie électronique ? Et quelle était sa valeur en tant que symbole de la présence américaine en Asie du Sud-Est ?

Conséquences stratégiques et sociales

Quelles seront les conséquences stratégiques de la fermeture de la base de Ramasoon ? Cette question en sous-tout deux autres : quel était l'intérêt de Ramasoon en tant que source de renseignements de haute technologie électronique ? Et quelle était sa valeur en tant que symbole de la présence américaine en Asie du Sud-Est ? Sur le plan strictement opérationnel, puisqu'il y a plus d'un million de combattants américains en Thaïlande, et puisque les Américains ont cessé toutes leurs opérations militaires sur l'ensemble du territoire thaïlandais, cette question en sous-tout deux autres : quel était l'intérêt de Ramasoon en tant que source de renseignements de haute technologie électronique ? Et quelle était sa valeur en tant que symbole de la présence américaine en Asie du Sud-Est ?

Un autre secteur de l'économie locale

sera beaucoup plus gravement affecté, économiquement et socialement, par la fermeture des bases : celui qui constitue les vies, les « épouses » sous contrat qui souffriront beaucoup du brusque départ de leurs maris-clients américains, dont la seule monnaie et les articles achetés au rabais dans le PX était leur unique moyen de subsistance.

Un troisième groupe économique pâtira considérablement du retrait des forces américaines : celui des grandes entreprises employées par les bases. En 1975, la base de Ramasoon employait un large contingent de civils thaï — un bon millier, soit pratiquement autant que de personnel militaire américain.

La fermeture des bases entraînera également des conséquences néfastes pour les nombreux civils américains qui étaient employés comme vacataires sur les bases de l'ASA. Les rares employés civils contractuels furent parmi les premiers à être évacués. Elle affectera aussi le petit colosse de retraités de l'armée qui ont leur résidence dans la région d'Udorn.

Mais, pour le majorité des millions de Thaïlandais qui peuplent le chevron du pays, l'évacuation de la base de Ramasoon n'a aucune signification, car la présence militaire américaine n'avait jamais rien changé à leur existence. L'échec des négociations américano-thaïlandaises ne change rien au matériel du personnel du poste de surveillance de Ramasoon appelle une explication : en effet, la Thaïlande est le seul pays de la péninsule indochinoise où la diplomatie américaine assure un grave ravon en l'espace d'une seule année. Pour les diplomates américains et leurs mentors du département d'État on ne peut pas imaginer de l'absence du gouvernement thaïlandais les garanties juridiques qui leur auraient permis de poursuivre à découvrir leurs opérations de contre-espionnage en son sein ?

L'arrêt définitif des Américains et de leurs amis thaïlandais, qui fut sans doute le raison de l'échec relatif de M. Kuri aux élections du 4 avril (il n'obtint même pas la majorité dans le scrutin), aura des conséquences sur le statut légal du personnel des services de renseignements américains opérant en Thaïlande. Les diplomates américains auront dû se rendre compte que les Thaïlandais protestent trop sur un détail technique relatif à la capacité juridique des tribunaux thaïlandais. Il s'agit d'une erreur juridique érigée en pur symbole du nationalisme thaï. S'ils voulaient vraiment conserver la base de Ramasoon, les dirigeants américains auraient dû proposer en échange aux thaïlandais l'installation d'un symbole d'une valeur encore plus grande à leurs yeux : un offrir, par exemple, de consacrer au personnel de la base de Ramasoon sur le périmètre de la base, — ce qui aurait permis de conserver Ramasoon tout en n'impliquant pas sur la souveraineté thaïlandaise.

Puisque la décision initialement prise par M. Kuri était motivée par son désir d'assainir les relations de la Thaïlande avec les pays voisins, il est évident que l'absence de la Thaïlande aura des conséquences graves. Les promesses de M. Kuri étaient accomplies dès lors que les dernières unités combattantes avaient quitté le sol thaïlandais. Les autorités thaïlandaises avaient elles-mêmes suggéré cette solution en désignant le personnel non combattant de l'armée américaine sous le nom de « techniciens », et non plus de « soldats ».

DE MAI

critique communiste

Le Monde de l'éducation

numéro d'octobre

L'UNIVERSITÉ ABANDONNÉE

Deux hauts fonctionnaires — MM. Jean-Louis Quermonne, directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche au Secrétariat d'État aux universités, et André Comandeur, recteur de l'université de Caen — viennent de démissionner pour protester contre l'absence de politique universitaire du gouvernement. Dans une longue interview, ils l'expliquent. M. Jean-Louis Quermonne : « Ne pas définir une stratégie universitaire serait pour moi une faute politique grave. » André Comandeur : « Quand il faut choisir entre être pour ou contre l'université, je rejette mon camp... »

— Des suggestions pour les loisirs des enfants : musique, danse, théâtre, arts plastiques.

— Propositions pour l'éducation sexuelle.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an) France : 50 F - Étranger : 68 F

« Le Monde de l'Éducation »
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

Politique et littérature

MAIN BASSE
SUR LA
MAISON BLANCHE

Par MARIE-FRANCOISE ALLAIN

Il n'est pas au suffi de sacrifier un « bon ennemi » pour distancer la défiance généralisée à l'égard du régime. Il faut aussi démontrer le suffi des abus d'un Nixon et des excès d'un Kennedy. Les deux présidents ne peuvent être jugés sur le même plan. C'est ce que Nixon tente — la compétition entre M. Kennedy et M. Nixon n'est pas destinée à le prouver. Refaisant ses contradictions ou paradoxes apparents, mais assurant la cohérence de son discours politique américain, certains *third-rate* présidents n'en sont pas moins des hommes d'Etat. C'est ce que Nixon ne veut pas prouver. Car si les ouvrages sur la corruption politique écrivains américains, comme *« The American Political Process »* (O.E. Young, University, 1972, *Rereity*, S.E. Adams, 1973) et se portent tous sur la corruption des élus, Nixon ne reste le héros légendaire, l'axe autour duquel pivote toute l'action dans ces ouvrages. Il est au contraire le héros en versant en vraie mesure des lois de la corruption, *« la corruption inhérente à la présidence »* (le 1), le *« thriller »* (le 2), le *« roman »* (le 3).

En effet, nombre de romans se ressemblent plus les régimes du jeu : les romans de la corruption sont destinés à mettre en garde, à informer tout le monde, à démontrer que tout le monde est en danger, comme dans *« The American Political Process »* (O.E. Young, 1972, *Rereity*, S.E. Adams, 1973) et se portent tous sur la corruption des élus, Nixon ne reste le héros légendaire, l'axe autour duquel pivote toute l'action dans ces ouvrages. Il est au contraire le héros en versant en vraie mesure des lois de la corruption, *« la corruption inhérente à la présidence »* (le 1), le *« thriller »* (le 2), le *« roman »* (le 3).

En effet, nombre de romans se ressemblent plus les régimes du jeu : les romans de la corruption sont destinés à mettre en garde, à informer tout le monde, à démontrer que tout le monde est en danger, comme dans *« The American Political Process »* (O.E. Young, 1972, *Rereity*, S.E. Adams, 1973) et se portent tous sur la corruption des élus, Nixon ne reste le héros légendaire, l'axe autour duquel pivote toute l'action dans ces ouvrages. Il est au contraire le héros en versant en vraie mesure des lois de la corruption, *« la corruption inhérente à la présidence »* (le 1), le *« thriller »* (le 2), le *« roman »* (le 3).

Pis : ces romans déçoivent, déconcertent : bien que quelques-uns aient fait la prise de conscience d'aspects peu connus (des poètes croyaient que les poètes étaient des gens qui écrivaient les bons livres et les gens sérieux des livres sérieux et les institutions scolaires (2), ou encore les manigances des hommes politiques (3), d'autres annulent cette réalité : ils sont appelés à la mémoire et à l'uniformation plus qu'à l'imagination, ils sont appelés à l'usage d'un langage qui n'est que l'utilisation outrancière d'événements, d'appareils, de mots faciles : chantage, assassinats, kidnapping (4). Cela a pour effet — peut-être — de rendre les romans de la littérature américaine au choc chez les lecteurs encore susceptibles de riméresser à la marche des affaires publiques (5). Les romans de la littérature législative (1974), l'abstentionnisme, prévoient, feraient des progrès aux présidentielles de novembre, ce illustre bien le phénomène d'élection.

Malheureusement, nul ne propose un « autre regard » — et comment serait-il concevable dans les perspectives électorales actuelles ? C'est tout au plus un conseil — « Choisis si tu l'oses... » (5) — que semblent donner les quelques romans venant ajouter leur tribut à la défiance des électeurs.

Probité candide et nouveau cynisme

ON sait, surtout depuis deux ans, qu'il y a *a* quelque chose de *pourri* en cet empire. Mais le *syndrome* paraît avoir des *fonctions* comme un bon dissipatif. L'Amérique fonctionne encore bien, en apparence, dans *The November Man*, de Brian Freemantle : les ambitions de James Murray, candidat démocrate à la Maison Blanche, aboutissent, puisqu'il est élu en 1978. Ce fils d'une des plus grandes familles américaines, diplômé de Harvard, élégant, richissime, intègre, avait toutes les chances de réussir. Il allait de surcroît à un *moment acceptable* pour le sort du pays. Mais le *changement* pouvait venir, du Sud. Deux ans avant les élections, ayant compris que son atout majeur serait la politique étrangère, il agorose une

opération de détente avec l'U.R.S.S., où sévit la famine. En échange de blé et d'autres aliments technologiques américains, les Russes ont obtenu le paiement du retrait des troupes soviétiques d'Europe. Il sauve ainsi les fermiers américains de la banqueroute tout en relançant la fabrication et la vente de machines agricoles.

Mais, dans sa course à la Maison Blanche, il a oublié un élément primordial : le machiavélisme des partenaires. Par contre, les Russes ont si bien manœuvré que, petit à petit, ce président irréprochable devient à son insu, un homme d'affaires : son beau-frère, Hollis, milliardaire anglais, a servi d'appui au K.G.B., lui conduisant en chantage, l'achat, et à travers un de ses agents autrichiens de taille internationale dont les révéla-

« LES HOMMES DU PRÉSIDENT »

Un film de Alan J. Pakula

« J'E n'aime pas les journaux leurs inexactitudes, leur superficialités », déclare, dans le film, un mystérieux indicateur au journaliste Woodward (Robert Redford). L'œuvre de *Pekula* mérite, pour d'identiques raisons, un dédain composable.

Pourtant, le sujet permettait de relever les abus de l'administration nixonienne et l'importance politique d'une presse indépendante. Ces deux thèmes se trouvent pareillement touchés par l'impétuosité du réalisateur à réussir même tout, dans la tradition hollywoodienne, un récit nerveux, emporté, angoissant.

Du journalisme américain, il nous propose une image habituelle, caricature : *Berlitz et Woodward, dépourvus de motivation politique, courent après le scoop, gâtés de la réussite ; ils emploient, pour y parvenir, tous les moyens : trappes, instigations, ruses, trahisons.* « Vous avez un côté taiseux et sanguin », leur dit le collègue d'élite en conclusion. « Vous êtes des hommes de sang-froid et de renseignements, ils n'apparaissent pas dans les obliques, mais les angles que devant leur rédacteur en chef (interprété par Jason Robards) dans lequel ils ont le plus de défiance ; il corrige les excès verbaux, exige des suppléments de preuves, amoindrit l'effet de scandale, et mesure ainsi cesse les conséquences politiques des informations qu'il publie. Il est, de toute évidence, le héros du film aux dépens du tendre Woodstein.

L'indicateur du perking, ou *surround canon* (Deep throat), est l'œuvre ligère centrale; excédée par les mairades des deux reporters, il décrit unti l'évidence du système (1) que les journalistes, aveuglés par leur enquête, ne voient pas. « Le perking est un système de corruption qui a été mis en place par le régime pour annuler arbitrairement des réunions de démocrates; après de fausses lettres, de fausses coupures de presse; fournit légèrement le sens des opinions... L'univers du renseignement lui-même est corrompu. » C'est le seule réponse, dans un film de plus de deux heures, qu'il laisse éssion à cette généralisation du pouvoir, que le régime a mis en place pour annuler arbitrairement des réunions de démocrates; après de fausses lettres d'institer sur le fait que jamais peut-être, même durant le maccarthysme, le droit des citoyens des États-Unis ne furent à ce point méprisés par une administration qui pratiquait une politique étrangère d'une rude brutalité (Vietnam-Cambodge-Chili). Une politique intérieure basée sur le renseignement, le dit-mment, le renseignement, la politique économique où le corruption faisait feuill...

De tout cela, qui confère sa réelle importance au cambriolage du Watergate et aux révélations du Washington Post, le film ne dit rien ou presque. Les téléscripteurs des derniers plans nous informent du succès des journalistes; ils nous laissent sur une impression de victoire des justes; comme si le justice provenait d'un pari gagné et comme s'il n'était point nécessaire de s'attarder sur les failles d'un système démocratique qui autoriserait, si ens durent, une personnalisation du pouvoir d'Etat contraire à sa propre Constitution.

(Dessin de Pierre Simon.)

tions posthumes ont entraîné le retour de la guerre froide. Ainsi, Hollis sera celui par qui le scandale peut à tout instant arriver. Dans ces conditions, faire pression sur James Murray et manipuler sa réflexion devient un jeu d'enfant : quel président américain pourrait avoir pour beau-frère un espion et un assassin ? Les Russes gardèrent le « secret » à condition de contrôler toute la politique étrangère.

conduite privée dépourvue de scrupules, trahi la foi sur laquelle tout l'Etat repose » (3). Ilandra donc que, dans le livre, il pousse encore plus loin la forfaiture pour tirer de leur torpeur des Américains tellement habitués à la corruption qu'ils ne sont même plus indignés par l'exemple pourtant symbolique de leurs Boy-Scouts détournant les fonds du gouvernement. (4)

La leçon, si leçon il y a, paraît claire : il faut se méfier de la probité candide tant recherchée depuis le Watergate. Elle représente un autre type de danger pour les institutions, même si celles-ci semblent fonctionner toutes seules pendant un temps, car, ne l'oublions pas, « un cycliste ne pédale jamais aussi vite que lorsque

Alors, conseillé par le docteur Nadelman, le président va provoquer un Seveso géant. Pourquoi ? Pour galvaniser le pays en proie à la terreur, au racisme, à la menace gauchiste. Comment ? En faisant exploser au-dessus de Los Angeles une bombe bactériologique qui fera des milliers de victimes : on stimulera une agression par des extra-terrestres ; ensuite, on liqui-

Le rhéisme a sauté » (6).

L'ironie, l'irrévérence profonde des auteurs de la Carte sauvage à l'égard du diabolique président qui les mettait en scène, est évidente. Mais, sous des allures très fantaisistes, la démythification de la fonction suprême. Ce livre reflète bien le nouveau cynisme des Américains à l'égard du chef, sentiment d'ailleurs révélé par les sondages au début du Watergate : « L'opinion publique accepte — ou fait qu'elle ne rest pas — l'impérialisme ou la démission — le fait que le président soit un escroc, tout comme les autres hommes politiques... » Le président est celui qui « fait le mal, ne porte pas le mal » (parle un grand orateur, tout comme Nixon dans ses enregistrements, et, surtout, est parfaitement anormal, calqué encore sur « Tricky Dick » qui avait, se par

dern les savants qui ont collaboré à cette opération. Ainsi aura été effectuée le regroupement complet du peuple devant la présence soudaine d'un ennemi redoutable ». Le président pourra régner à nouveau, après avoir — certainement différemment — subi une épreuve en public et se débarrasser de son corps mutatis qui lui ont servi de support émotionnel ».

Le conte est drôle ; il n'est pas immoral : le crime sera puni, un jour, par une justice aux voiles mystérieuses. Mais l'inquiétude communicative perçue sous la carapace d'hémarg des auteurs : y a-t-il tout cela était possible ? John Herbers, correspondant du *New York Times*, à Washington depuis 1960, avait bien dû s'être demandé, en 1973, lorsque Nixon, pour faire diversion, n'allait pas lancer les États-Unis dans une guerre (10).

La Main noire à Washington

[illegible][illegible]

(1) Pour une définition de ce terme, et des méthodes et abus qu'il désigne, voir le *Réflexe et l'Histoire*, de Claude Julien, chapitre II : « l'Ordre contre la Liberté » et, plus précisément, pp. 200 et 295. Grasset, Paris, 1976.

CINÉMA POLITIQUE

Le Western : une rhétorique ruinée.

émergent alors de la nuit, qui revendiquent le droit à étudier leur propre culture, qui se débarrassent du complexe de colonisé, brisent par contrecoup le rustique innocence du genre américain. Les omertats confondus découvrent soudain la contenu des fictions qu'ils affectionnent est politiquement pervers ; il est raciste, militariste, colonialiste, machiste... Le western est alors dans l'ère de son déclin.

A vrai dire, cartules entre eux, dousteux déjà, depuis quelque temps, avaient entrepris de rétablir un début de vérité sur de nombreux points; le premier western pro-indien date de 1950, c'est la flèche brisée, réalisé par Delmer Daves, qui rappelle un autre que la conquête de l'Ouest s'avérait est qu'une guerre, et non pas une conquête. Ensuite, en 1954, *La Fureur*, écrit, aux communautés indiennes. Après lui, en 1956, *La Fureur*, Anthony Mann restitue l'indien donc sa dignité, et rassure visiblement les grands parents: John Ford, Howard Hawks et Ransel Walsh.

John Huston, en 1957, entreprend de tuer le mythe de l'héroïsme militaire; ses films, *The Red Badge of Courage*, fait l'indien, et *Les Indes du Nord*, fait l'indien, et *Les Indes du Nord* est encore très grand. Il faudra attendre la révolution des aires militaires ou Vietnam pour que R. Nalson, dans *Soldat Bleu*, et A. Penn

dans Little Big Man, rappellent la triste tradition des massacres des amérindiens.

Plus tard, vers 1958, c'est le mythe le plus tenace, celui de la virilité du cow-boy, qui s'effrite; Arthur Penn révèle dans le Gaucher l'homosexualité historique de Billy « the Kid »; Andy Warhol, dans l'extraordinaire *Lonesome Cow-Boys* (1962), ridiculise la masculinité de ses vachers affectés, et John Schlesinger montre, dans *Macadam Cow-Boy* (1969), que les effets des cow-boys de cinéma servent à peindre à raccorder des efféminés dans le rase.

Brisé dans ses principales certitudes, il restait au western à gérer les signes et les codes qu'il avait élaborés durant quarante ans de fictives interpellations. Ce sont des réalisateurs italiens qui s'en chargèrent : pour ceux-ci, l'Ouest est une simple convention filmique, leur retour est, à la rigueur, l'histoire du western moderne, l'histoire d'un "filmisme", d'un "style". Ils ont fait, ils font, ils mettront alors au point une machine à récits dont le seul moteur sera d'Amérique purement fictionnel. La réussite, au début, est telle que les Américains eux-mêmes tentèrent de les imiter avec le série des "dirty westerns", dont le Horde sauvage (1969), de Sam Peckinpah, est peut-être le meilleur exemple. Mais les signes aussi sont devenus "filmisme", à trop les pousser, les a démontés. Il leur a été toute crédibilité, toute expressivité. De là aussi son effacement actuel.

Ses Indiens à scalper, conscient de son comportement colonial, n'attendent plus le cloisonnement de la chevalerie, doutant de sa virilité, égaré dans ses signes, le héros de western a découvert, onguent, en même temps que les spectateurs, que l'histoire de

l'Amérique ne coïncide pas avec son rêve et que le temps des comportements désinvoltes était révolu.

compréhensions dénuées d'être revu.

de telles circonstances, il s'est plus possible aujourd'hui d'entreprendre de la même façon de la guerre à la conquête d'ailleurs, s'en détourner, comme la contèrent les chanoines de la mission américaine, qui ne peuvent s'exprimer cette année de leur vie.

Restent, tout de même, deux attitudes possibles : celle de Robert Altman, qui, dans *Buffalo Bill et les Indiens*, engage une réflexion sur l'origine même du western, sur la première tentative de spectacle de la conquête du territoire, et celle de Clint Eastwood, qui, dans les trilogies épiques et historique, des gars, des mythes, et celle de Arthur Penn, qui, dans *The Missouri Breaks* 111, poursuit une interrogation politique sur la conquête de l'Ouest et s'étend à la question de la guerre.

« Il y a eu, c'est certain, un colonialisme américain, dirigé contre les Amérindiens, qui représente une période historique particulièrement intéressante, mais qui n'est pas la seule à être représentée ».

Ces deux voies, si elles étaient prolongées, tireroient peut-être le western de son délaissement actuel; elles lui permettraient de devenir un genre offensif, se consacrant enfin à l'élaboration d'une archéologie de l'impérialisme américain.

IGNACIO RAMONET.

MORT OU ÉCLIPSE D'UN GENRE ?

QU'IQUE motif spécifiquement climatologique qu'on ne l'a écrit longtemps de ce côté de l'Atlantique (il existait aux États-Unis une littérature abondante sur les effets des déclinées avant que le geste filmé de la conquête de l'Ouest ne soit inauguré par Edwin Porter, celui par Grinnin), la question, c'est de savoir si les périodes de l'histoire américaine contemporaine. Le western des années 60 nous instruit plus sur les États-Unis de Johnson et de Nixon que sur ceux de Bill Ford, de Bill Cosby ou de Gerolamo...

Dans ces années 60, au temps où pour la première fois les Américains se sont interrogés sur leur civilisation avec quelques doutes, on a assisté à une étrange renaissance du western, à une floraison de films brillants, miroirs lointains et fidèles de la conscience

populaire.
Il semblerait, en effet, que le western, tel qu'il était en 1970, ait traduit en surface les mouvements de l'inconscient collectif : genre simple, populaire, le western livrait, ingénument ou moins ingénument (malgré notre propos) mais pas de déterminer ce que les auteurs ont délibérément voulu nous dire, et ce qu'il est resté de l'air du temps : c'est souvent, et de plus en plus, le parti de l'air du temps qui est le plus passionnant, les peurs et les rejets de toute une société.

Le western des années '60 était amer, laissait mal, comme si, à travers lui, l'Amérique se combattait. Et elle se battait précisément là où ce le démangeait...

Ca ? L'Amérique voyait ses plaies, du côté des ghettos noirs qui prouvaient une chèque esb ; au Vietnam, où la guerre insouvenable ; l'Amérique, chèque enée ; en Amérique latine, où son rôle de gendarme s'écrota bête dénoncé par des mouvements de libération à l'audience sans cesse élargie. De l'Amérique, l'Amérique était l'Amérique. Pour la première fois de son histoire, elle découvrait la gravité de son existence.

[illegible]

A l'époque, ce n'était pas encore le Red Power — qui était en cause, on s'en souvient — pas Wounded-Knee. L'intérêt l'image emblématique des minorités opprimées qui revient à la fois. Et, plus précisément, indien, vers 1968, voulait surtout dire

[illegible]

tion, le
l'espéque
il récu-
l'écrit
primatif l'
se anité
dans le
rapport a
sion 1900-
vieux, vus
Bill de
l'écrit
le, le a
sion déca-
l'écrit de
le même
l'écrit
S. Lo
des. Les
écrit de

Après 1970, le vain e'est soudain
tarie, Jeremiah Johnson, de Pollock,
en 1972, clôt la série. Peut-être (hypo-

thèse optimiste) parce que des films directement politiques ont pris le relais, et qu'il n'était plus nécessaire de glisser le message dans l'enveloppe familière d'un genre. Peut-être (hypothèse désabusée) parce que le grand mouvement de pollinisation des minorités américaines, des ghettos et des universités s'est étiolé, puis a reflui après 1971.

Toujours est-il que les seuls westerns politiques des années maigres ont pris la contre-pied des lins libéraux évoqués plus haut. Construits autour d'acteurs connus pour leurs prises de position conservatrices (John Wayne, Clint Eastwood), sont venus des films qui exaltaient l'homme seul, homo americanus pur et dur, qui savait imposer le bon ordre et la loi à des éléments (Indiens, bandits ou désemparés) et surtout à des pleutres. L'homme providentiel, le regard bûche comme Goldwater, le propos défilé et laconique comme Westmorland, le revolver massif et précis : Clint Eastwood, metteur en scène

et acteur mégalomane de *l'Homme des hautes plaines*, en 1973.

Depuis ? La production de westerns est au plus bas. Une dizaine de films par an (qui nous emmènent surtout l'été, c'est-à-dire à une saison où les distributions sont les films les plus médiocres). Ils comptent peu. Pour le plupart, ex caprice d'un comédien qui veut se faire valoir : Charles Bronson, le vieux John Wayne ou Kirk Douglas, qui s'est dirigé lui-même, en 1975, dans le *Briar* (généralisme) ou que les Américains appellent des *yes-men*, qui se bornent à servir l'acteur producteur (Michael Winner pour Bronson, Andrew Mac Laglin pour Werga...). Il faut voir *Camino*, ou quelle paréïtose du cinéma des films nous navolent. Conservateurs dans le propos, académiques dans la forme, ce sont des dinosaures... Le western da 1978 est un peu le *western* qui ressortit à la paténologie du cinéma.

JEAN-PIERRE JEANCOLAS.

Paraboles italiennes

[illegible]

Ce propos est aussi au centre d'un autre scénario de F. Solinas : *Colorado* (1968), mis en scène par Sergio Sollima, qui présente un Américain assassiné par un Indien, un Indien assassiné par un Indien, un Indien assassiné par un Indien... C'est Colorado, C'orbett, homme juste et noble, qui se laisse tuer par un Indien, le fils d'un Mexicain accusé par un grand propriétaire du viol d'une petite fille. Durant la longue traque, Corbett apprend à connaître le Mexicain; celui-ci, c'est Cuchillo Sanchez, est en fait un ancien combattant de la révolution, qui a été trahi et tué. Il lutte pour tirer les hommes de l'ou-

pression où les maintiennent les grands propriétaires terriens. Corbett com-

capitalisme apportés par un vilain tueur homosexuel quinquarène l'acteur américain Jack Palance. Ce même acteur, dans un autre film de S. Corbucci, *Complotes* (qui dénonce l'occupation impérialiste de la zone mexicaine du Texas), personnifie un tueur manchot qui nourrit ses aigles de la chair de ses victimes comme l'aigle impériale américaine se sustente des richesses des pays du tiers-monde. Ce film montre, d'autre part, l'absurdité du pacifisme face à l'agressivité des Etats-Unis.

Citations d'histoire

LES westerns politiques italiens soutiennent toujours les idées généreuses de la révolution mexicaine et critiquent les interventions américaines et étrangères. Dans *Requiescant* (1967), de Carlo Lizzani, Pier Paolo Pasolini joue le rôle d'un prêtre révolutionnaire qui s'oppose aux financiers étrangers venus soutenir le gouvernement fédéral contre les paysans insoumis.

La collusion anti-révolutionnaire des pays féodaux et des systèmes capitalistes est résumée un peu naïvement dans un personnage antipathique d'émigré russe qui, dans *Le vitre la nuit* (1974), se livre à la réflexion : « Je déclare : « Avant, j'ai juré sur le zart, maintenant je jure sur Henry Ford, mon nouveau zart. »

L'antillimarxisme est également couramment utilisé dans les politiques, même la crise dévorant un Génie, Deux Astéroïdes, une Cloche (de D. Damiani, 1974) ne se prive pas de ridiculiser l'institution militaire et c'est dans une œuvre de 1975, *Le monde est un jeu*, qu'on peut entendre cette réplique d'anthologie : « So justice militaire est à toi vrai justice ce que la musique mili-

tairé à la *la République*.
 Le langage de silence des communistes est fréquent : hors-la-loi armés de faux, vêtus de bure, courant dans un paysage alpin dans la *Grand Silence* (1968, de C. Corbelli), renvoient aux *Les Fugitifs* (1973, de J. L. Godard) du début du siècle. Dans *Il était une fois la révolution* (1970, de S. Leonati), qui s'ouvre sur cette phrase de Mao Tse-tong : « Révolution : acte de violence », on voit les « vagues » de l'ère soviétique, le foulard rouge du dynamiteur irlandais fait penser à FIRA et à ses méthodes ; les exécutions sommaires dans les fossés de la gare renvoient à la *La Grande Peur* (1950, de J. P. C. de la Chapelle) et à *Les Fugitifs* (1973, de J. L. Godard), à Rome, le 8 septembre 1943, durant la période mussolinienne.
 Cette période, bien entendu, est

Il met en présence deux personnages : un professeur d'histoire tuberculeux (G.M. Volonte) et un dangereux hors-la-loi. L'intellectuel est fasciné par l'instinct brutal du bandit, il voudrait l'imiter et obtenir les mêmes résultats que lui en utilisant que son intelligence. L'auteur décrit - ainsi la

fascination du fascisme pour les forces insouciantes et sa tentative de les apprivoiser pour mieux les utiliser. Le professeur déclare : « Tuer tout seul est un meurtre ; à dire, un acte de violence, mais à mille cela devient un acte organisé, une guerre, une nécessité. » Cette pensée froide, méthodique, effraiera en somme le brigand, qui finira par ébattre l'intellectuel dans le désert.

La plus directe des allusions aux événements politiques européens se trouve dans un western insolite, *Trinità tout rouge* (ex-à la Collare du vent), 1978, réalisé par Mario Camus (qui a aussi écrit le scénario avec le poète pour le *Bonaldi*, 1981), où le populaire personnage qu'incarne Terence Hill se trouve engagé par un propriétaire terrien pour combattre un dangereux leader anarchiste qui prêche la révolution dans les campagnes de l'Andalousie. L'histoire est évidemment confuse, peut-être à cause du bilinguisme commun, mais les producteurs du film, surpris de voir au premier plan un propos aussi radical, ont voulu en faire une fois dans l'histoire du cinéma, les grandes insurrections des paysans anarchistes contre les latifundiaires au

[illegible]

Ainsi, une fois de plus, les auteurs engagés sont parvenus à dissimuler dans « moquis confus d'un genre populaire des œuvres de réflexion qui non seulement aspiraient à divertir mais cherchaient surtout à dénoncer clairement des injustices sociales et des abus politiques.

1. R

Octobre 1976